

RAPPORT FINANCIER 2024

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'UDAF 92
11 juin 2025



Sommaire

- 2-12 *Le rapport du trésorier*
- 13-15 *Le bilan global au 31 décembre 2024*
- 17-19 *Le compte de résultat global 2024*
- 21-37 *Les comptes de résultat par activité*
Institution familiale
Médiation familiale
Aide à la gestion du budget familial
Mesure d'accompagnement social personnalisé
Point conseil budget
Protection juridique des majeurs
Information et soutien aux tuteurs familiaux
Mandat de protection future
- 38-54 *L'annexe comptable 2024*
- 55-56 *Les budgets prévisionnels 2025 par service*



Le rapport du trésorier

Dans le cadre de la clôture des comptes de l'Udaf 92, le rapport du trésorier pour l'exercice 2024 vous est présenté. Il comprend le bilan, le compte de résultat et l'annexe comptable.

- Sur le plan financier, l'exercice comptable 2024 a été marqué par les événements suivants :
- la hausse de la prestation de service médiation familiale estimée à 9,6 % en raison des coûts liés à un départ à la retraite ;
 - l'octroi d'une enveloppe de mesures d'exploitation par reprise sur l'excédent 2022 en plus du budget d'exploitation du service MJPM et l'autorisation de la Drieets de porter en produit à recevoir le montant chargé de la prime Ségur pour tous, d'où une hausse de la DGF de 9 % ;
 - la baisse de la DGF MJAGBF de 3,3 % ajustée à l'activité avec reprise de l'excédent 2022 ;
 - la mise à disposition de la directrice générale pour une mission à l'Udaf 77 ;
 - la revalorisation de la contribution Unaf au dispositif aidants et aidés ;
 - la revalorisation du Fonds spécial sur la Part 1 et l'augmentation des fonds non utilisés pour les ateliers d'enfants de parents séparés ;
 - la reprise de la provision congés payés liée à un nombre plus important de postes vacants en fin d'année ;
 - l'augmentation des placements financiers hors diminution de la quote-part de la SCI Président Pierre Kopp, mais avec une part plus importante sur des produits à risque (dépréciation de la part Primovie pour 36,8 K€) ;
 - l'augmentation des réparations en l'absence d'un plan de travaux d'investissements à la SCI Président Pierre Kopp (dont 16,3 K€ de travaux à la Maison de la famille couverte intégralement par une reprise sur provision) et des loyers (+7,87 %) ;
 - l'augmentation des charges liée aux rémunérations plus élevées avec la prime Ségur pour tous (+6,2 %) et les coûts liés aux sorties et aux remplacements (4 fins de CDI de délégués mandataires et de délégués aux prestations familiales, départ de la directrice du service MJPM, départ de la responsable qualité...) ;
 - l'inscription de charges diverses de gestion de 5 K€ dont 3,2 K€ de pertes sur la Médaille de l'enfance et des familles ;
 - l'augmentation de la dotation aux amortissements liée à la nouvelle solution informatique EIG (comptabilité, gestion salariale, gestion RH, budgets, comptes administratifs) ;
 - l'augmentation importante des créances à recevoir, avec notamment le financement de la prime Ségur pour tous ;
 - la préparation à l'évaluation externe prévue en 2025.

Le présent rapport fait état des comptes de l'Udaf 92 pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2024. Il a été contrôlé, et certifié, par notre commissaire aux comptes en avril 2025.

L'exercice 2024 est clôturé sur un résultat net comptable de +21 544 €.

LES COMMENTAIRES SUR LE BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2024

1. L'actif du bilan

Le montant total du bilan se monte à 7 534 667 € en 2024.

Bilan actif	2024	2023	Écart
Immo. corporelles et incorp.	338 011	375 495	-37 483
Immo. financières	2 919 988	2 957 770	-37 782
Actif immobilisé	3 257 999	3 333 264	-75 265
Avances et acomptes	1 020	1 020	0
Créances	841 281	499 136	342 145
VMP	1 496 222	1 387 703	108 519
Trésorerie	1 938 146	2 218 444	-280 299
Total actif	7 534 667	7 439 567	95 100

L'actif immobilisé s'élève à 3 258 K€ (3 333,3 K€ en 2023) et il a été mouvementé de la dotation annuelle aux amortissements de -63,3 K€, d'une provision pour dépréciation des parts SCPI Primovie de -36,8 K€, des investissements +25,9 K€ (renouvellement de matériels informatiques pour 9 K€, changement de mobilier pour 2,7 K€, acquisition d'une nouvelle solution informatique EIG pour 14,2 K€) et des remboursements des prêts du personnel pour -1 K€.

L'augmentation des créances de 342,1 K€ correspond principalement aux produits à recevoir des financeurs : Drieets MJPM (109,4 K€ de prime Ségur) + CAF 92 DPF (18,8 K€ de prime Ségur) + Unaf solde du Fonds spécial (122,5 K€) + CAF 92 PS médiation familiale (71,9 K€) et Unaf dispositif aidants et aidés (17,4 K€).

Pour rappel, l'Udaf 92 détient une créance sur la SCI Président Pierre Kopp de 337,7 K€.

Les valeurs mobilières de placement ont évolué suite à un repositionnement sur de nouveaux supports :

- rachat de 4 comptes à terme pour un montant de 190 K€ ;
- souscription du contrat de capitalisation Oradeavie pour 298,8 K€.

Les disponibilités baissent, l'association a dû faire face au versement de la prime Ségur pour tous, aux retards d'encaissements des principaux financeurs (CAF 92/Drieets/Unaf) et à la baisse de la DGF DPF par reprise de l'excédent 2022.

2. Le passif du bilan

Le montant total du bilan se monte à 7 534 667€ en 2024.

Bilan passif	2024	2023	Écart
Fonds propres sans droit de reprise	3 272 178	3 272 178	0
Écart de réévaluation	0	0	0
Réserves pour projet de l'entité	135 725	138 824	-3 099
Réserves sous gestion contrôlée	720 534	720 534	0
Autres réserves	675 668	675 668	0
Report à nouveau	1 144 844	1 159 723	-14 879
Résultat de l'exercice	21 544	-17 978	39 522
Subvention d'investissements	17 465	21 993	-4 528
Situation nette	5 987 958	5 970 942	17 016
Fonds dédiés	106 267	86 161	20 106
Provisions pour charges	370 971	396 792	-25 821
Dettes	1 069 471	985 672	83 799
Total passif	7 534 667	7 439 567	95 100

Parmi les évolutions intervenues au passif du bilan, les " fonds propres " s'améliorent du résultat positif 2024 (21,5 K€) net de la quote-part virée à l'investissement (-4,5 K€).

Le montant global des fonds propres est de 5 988 K€ : une partie est sous contrôle des autorités, dont 593,1 K€ des excédents antérieurs.

Le montant des " provisions pour risques et charges " s'élève à 371 K€. Il s'agit principalement des provisions pour retraites pour 349,7 K€.

Le montant des fonds dédiés s'élève à 106,3 K€, il comprend des fonds pour la réalisation des évaluations externes des services DPF et PJM pour 16 K€.

Les dettes se montent à (1 069,5 K€ en 2024) dont des dettes fournisseurs 79,7 K€, dettes sociales et fiscales 692,6 K€ et autres dettes 297,7 K€.

LES COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

1. Le compte de résultat global

Voici un tableau synthétique des chiffres 2023/2024 des comptes de résultat pour en analyser l'évolution :

Résultat	2024	2023	Évolution	
			Écart	%
Produits d'exploitation	4 573 454	4 422 666	150 788	3,41%
Frais de personnel	3 643 301	3 551 154	92 147	2,59%
Autres charges d'exploitation	1 057 332	1 097 214	-39 882	-3,63%
Charges d'exploitation	4 700 633	4 648 368	52 265	1,12%
Résultat d'exploitation	-127 179	-225 702	98 523	-43,65%
Résultat financier	174 140	173 861	279	0,16%
Résultat exceptionnel	0	61 347	-61 347	-100%
Impôt sur les sociétés	-25 417	-27 484	2 067	-3,39%
Total des produits	4 784 344	4 737 887	46 457	0,98%
Total des charges	4 762 800	4 755 865	6 935	0,15%
Dont à affecter au projet entité	6 000	3 100		
Résultat comptable	21 544	-17 978	39 522	-219,83%
Reprise résultats antérieurs	335 695	383 047	-47 352	-35,17%
Résultat économique	357 239	365 069	-7 830	3,20%
Variation CP 2023/2022	-9 795	42 581	-52 376	153,10%
Résultat économique inclus CP	347 444	407 650	-60 206	-14,77%

En 2024, le total des produits s'élève à 4 784 K€ et celui des charges à 4 763 K€ soit une hausse respective de 1 % et 0,2 % au regard de 2023.

L'année 2024 se termine par un excédent comptable de 21 544 € : soit un résultat proche de l'équilibre dont 6 000 € seront affectés sur la " réserve du projet de l'entité " au titre du " développement des associations familiales ".

2. L'analyse des résultats

Le résultat présente une perte d'exploitation de 127 179€

Les produits d'exploitation à 4 573 K€ ont augmenté de 3,4 %, principalement du fait des frais de personnels, de la revalorisation et de la prime Ségur. Ils contiennent donc des produits à recevoir.

Les charges d'exploitation à 4 701 K€ ont augmenté de 1,1 %, moins que les produits, en raison de l'incapacité de disposer de tous les personnels nécessaires.

Autres achats et charges externes

Les charges d'exploitation en objet, 913,1 K€ contre 879,3 K€ en 2023, ont été impactées par le contexte inflationniste et intègrent de nouvelles dépenses pour le développement des services, soit une augmentation globale de 3,9 %.

Avec l'arrêt des aides de l'État, les postes de l'électricité et du gaz ont progressé de 12,7 K€.

Les loyers immobiliers révisés s'élèvent à 235,1 K€ en 2024, soit +17 K€ par rapport à 2023 et représentent 25,8 % du total des " Autres achats et charges externes ".

La redevance annuelle pour l'hébergement des serveurs informatiques représente une dépense de 48,6 K€.

Les dépenses d'entretien et les réparations sur les biens immobiliers ont progressé de 19 %, soit un écart de +16,1 K€. Une reprise sur provisions a permis de couvrir ces travaux exceptionnels.

Pour prendre en compte son temps de mission, les honoraires du commissaire aux comptes ont été revalorisés et intègrent la régularisation de l'année 2023.

Il convient de noter un changement de méthode comptable qui ne considère en 2024 qu'une utilisation de fonds dédiés limitée à 1 an. Les frais d'énergies et de loyers ont été compensés par de moindre dépenses d'informatiques et immobilières.

Rémunérations et charges sociales

Contrairement aux années précédentes, l'enveloppe des dépenses de personnel affiche un niveau de réalisation de 3 643,3 K€ en 2024 contre 3 551,2 K€ en 2023, soit une hausse de 2,6 % liée principalement à la prime Ségur pour tous.

Cependant, la progression de la masse salariale a été limitée par des crédits non consommés sur les postes budgétaires (31,5 K€ sur MJPM et 74,9 K€ sur DPF) pour les raisons suivantes : pénurie de professionnels expérimentés, absentéisme important, recrutements vers des jeunes collaborateurs en recherche d'un premier emploi.

Les charges de personnel incluent le paiement de soldes de congés non pris des fins de contrats et d'une partie de l'encadrement.

Les " ETP " évoluent peu mais le turn-over et le risque de pertes de compétences restent élevés. Les ETP rémunérés ne sont pas suffisants pour exécuter toutes les charges financées.

La " Prime Ségur pour tous " représente une nouvelle dépense totale de personnel de 160,9 K€.

Les charges fiscales sont en hausse de 1,1 %, elles s'élèvent à 336,5 K€. Les charges sociales en progression de 6,2 % s'élèvent à 993,2 K€ en 2024 contre 935,5 K€ en 2024 avec un montant supplémentaire de cotisations retraite (+34,2 K€) et de cotisations Urssaf (+30,2 K€).

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements passe de 58,7 K€ en 2023 à 63,3 K€ en 2024. Cela s'explique par l'acquisition d'une nouvelle solution informatique EIG de 14,2 K€ et par le renouvellement de matériel informatique et du mobilier pour 11,7 K€.

Dotation aux provisions

Il a été constitué pour 21,8 K€ de fonds dédiés à la clôture des comptes au 31 décembre 2024. Contrairement à fin 2023, les fonds dédiés non utilisés n'ont pas été repris intégralement et en conséquence, la dotation est uniquement celle de l'année (changement de méthode comptable).

Les comptes du passif comportent comme l'année passée des " engagements à réaliser " à hauteur de 106,3 K€ contre 86,2 K€ en 2023. Ces fonds correspondent à des provisions pour les évaluations externes des services PJM et DPF et la réalisation d'actions familiales prévues dans le cadre de la convention d'objectifs avec l'Unaf d'ici fin 2026 pour 90,3 K€.

Résultat financier: 174 140€ (173 861€ en 2023)

Le résultat financier est quasi-stable, cela a été possible grâce à l'optimisation des produits de placements.

Ils se sont élevés à 210,9 K€ et se répartissent comme suit :

- produits des participations pour 80,7 K€ ;
- quote-part du résultat de la SCI " Président Pierre Kopp " pour 56,1 K€ ;
- produits des valeurs mobilières de placements pour 73,6 K€ ;
- revenus des autres créances pour 0,5 K€.

Enfin, les charges financières sont constituées d'une dotation pour dépréciation des parts SCPI Primovie pour 36,8 K€.

À noter qu'à partir de 2024, les résultats exceptionnels ont été repris dans les autres catégories de charges ou résultats, donc 0€ en 2024 contre 61,3 K€ en 2023.



Résultats 2024/2023 par activité

Voici le tableau de la ventilation des résultats budgétaires réels 2024 par pôle, puis par activité avec leur affectation :

Les activités de l'Udaf 92	Type de gestion	Résultat comptable au 31/12/2023	Résultat comptable au 31/12/2024	Report à nouveau en attente d'affectation	Résultat 2024 à affecter en R.A.N
Institution familiale - Représentation	Gestion propre	-2 727	-6 507		-6 507
Affectation sur la réserve projets entité dév. asso.	Gestion propre	3 100	6 000		6 000
Secrétariat Médaille de l'Enfance et des Familles	Gestion propre	-1 954	0		0
PIF	Gestion propre	1 582	0		0
Ateliers soutien à la parentalité	Gestion propre	0	0		
Ateliers enfants parents séparés	Gestion propre	0	0		
Gestion immo. et placements	Gestion propre	95 004	108 560		108 560
Dont résultat Institution	Gestion propre	91 905	102 053		102 053
Médiation familiale	Gestion propre	2 043	2 444		2 444
Audition des mineurs	Gestion propre	-1 782	-167		-167
Dont résultat médiation familiale	Gestion propre	262	2 277		2 277
Prestations familiales (MJAGBF)	Gestion contrôlée	-37 418	-87 873	86 653	
Prestations familiales (Masp 2)- Accompagnement social CD 92	Gestion propre	-5 566	47		47
Point conseil budget (PCB)	Gestion propre	656	-865		-865
Protection juridique des majeurs (MJPM)	Gestion contrôlée	-67 702	5 905	157 279	
Protection juridique des majeurs- Tuteurs familiaux (ISTF)	Gestion propre	0	0		0
Protection juridique des majeurs- Mandat protection future (MPF)	Gestion propre	-113	0		0
Global		-17 978	21 544	243 932	103 512
Résultat économique				347 444	

L'analyse par activité fait apparaître un traitement différent selon les activités gérées en " gestion contrôlée " ou en " gestion propre ".

Services ESMS sous gestion contrôlée

L'année 2024 est différente sur le plan de l'exécution budgétaire : les dépenses réalisées au titre du personnel pour les deux services DPF et PJM intègrent le montant non financé de la prime Ségur.

LES PÔLES "INSTITUTION FAMILIALE" ET "FAMILLE ET PARENTALITÉ"

1. Le service de l'Institution familiale

Le résultat du service " Institution " de 102,1 K€ se maintient en raison d'un rendement meilleur des placements.

En effet, le résultat de la gestion immobilière et des placements est excédentaire.

- Une partie des recettes financières ont permis de prendre en charge les dépenses suivantes :
- 47,2K€ de charges de personnel (47% du poste secrétariat de l'Institution (37,6 K€), dotation provision indemnités départ à la retraite et de primes (9,6 K€) ;
 - 20,5 K€ d'amortissements des biens immobiliers ;
 - 36,8K€ de dépréciation des parts SCPI Primovie ;
 - 25,4 K€ d'impôts sur les sociétés sur les placements ;
 - 2,9 K€ pour un Observatoire des familles: " Être parent aujourd'hui " ;
 - 6,9 K€ de dépenses exceptionnelles (frais sur versements, droits de gardes, frais de réceptions, etc.).

Les résultats sur les activités du " Point info famille " et du " secrétariat de la Médaille de l'Enfance et des Familles " sont équilibrés.

2. Le service de la Médiation familiale

Le service " Médiation familiale " présente un excédent de 2 277€. En 2024, nous constatons 1 010 participants pour 1 011 entretiens d'information, 246 mesures et 510 séances de médiation. Cet équilibre a été permis par la revalorisation de la prestation de service versée par la CAF 92 et par la subvention pour la " médiation aidants-aidés " en faveur des aidants familiaux.

La prestation " auditions de mineurs " exercée à la demande des juges aux affaires familiales du tribunal de Nanterre a progressé : 28 dossiers en 2023 pour 48 enfants en 2024.

Deux actions de parentalité au titre de la convention d'objectifs avec l'Unaf sont en cours et vont continuer de se déployer pour accompagner les familles des Hauts-de-Seine jusqu'en 2026. Le résultat est nul et les fonds reportés au 31 décembre 2024 sont de 11,0 K€ pour l'action soutien à la parentalité et de 79,2K€ pour l'action " Développer des ateliers de parole et de soutien pour les enfants de parents séparés ".

LE PÔLE "PROTECTION DE L'ENFANCE ET ACCOMPAGNEMENT"

1. Le service "Délégué aux prestations familiales-MJAGBF"

Le résultat comptable est déficitaire de 87,9 K€. Le résultat après retraitement des provisions pour congés payés et reprise sur résultat antérieur est excédentaire de 85,9 K€.

Le financement de la CAF 92 est ajusté au niveau d'activité en baisse de -5,5 % (804,5 K€ en 2024 contre 851 K€ en 2023), et il s'est réduit par la reprise de l'excédent 2022 pour un montant de 171,7 K€. Les recettes prennent en compte un produit à recevoir pour la prime Ségur pour tous d'un montant chargé de 18,8 K€.

La baisse d'activité est de 3,5% en nombre moyen de mesures (194,5 en 2024 contre 201,5 en 2023) et de 1,6 % en nombre de points (46 829 points en 2024 contre 47 588 points en 2023).

2. L'activité "Mesure d'accompagnement social personnalisé (Masp)"

Le service "Délégués aux prestations familiales" continue de mettre en œuvre les Masp niveau 2 pour le compte du conseil départemental des Hauts-de-Seine. Le résultat de l'activité Masp est presque équilibré (+47).

3. L'activité "Point conseil budget (PCB)"

Le résultat du PCB est de 865€.

LE PÔLE "PROTECTION JURIDIQUE DES MAJEURS"

1. Le service "Mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM)"

Le résultat comptable est excédentaire de 5,9 K€. Le résultat après retraitement des provisions pour congés payés et reprise sur résultat antérieur est de 177,6 K€.

Au 31 décembre 2024, les recettes du service PJM sont en hausse de 9 % et elles correspondent à un complément de DGF de 87 K€ par rapport au budget de reconduction 2023 et à un produit à recevoir pour la prime Ségur pour tous d'un montant chargé de 109,4 K€. Cela résulte aussi d'une reprise de l'excédent 2022 limitée à 127,8 K€.

En complément des ressources du service MJPM, une partie de la reprise de l'excédent a été affectée à une enveloppe financière pour des mesures d'exploitation pour 191,6 K€.

L'activité du service est en baisse de 2% : 1 127 mesures au 31 décembre 2024 contre 1 151 au 31 décembre 2023.

2. L'activité "Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)"

Le résultat ISTF est nul.

3. L'activité "Mandat de protection future (MPF)"

Le résultat MPF est nul.

L'AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024 ET AUTRES DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE

La subvention pour le développement des associations (6 000 €) est prise sur les "réserves des projets de l'entité" et permet de couvrir le déficit de la représentation familiale de 6 507 €.

Concernant l'affectation des résultats après retraitement des dépenses, il est proposé à l'assemblée générale de placer les résultats sous gestion propre en "report à nouveau".

Les résultats administratifs des services "DPF et MJPM" sous gestion contrôlée sont soumis à la validation et à l'affectation par l'autorité de tarification, la Drieets d'Île-de-France.

Ainsi, ils ne relèvent pas d'une décision de l'assemblée générale pour leur affectation.

POUR CONCLURE

La trésorerie subit un décalage important entre le moment des versements de la prime Ségur pour tous aux salariés ESSMS depuis juillet 2024 et le moment du versement d'un complément de la dotation 2024 après accord du financeur courant 2025. Le même décalage devrait se produire en 2025, en l'absence des budgets accordés.

Ainsi, le montant des créances a fortement augmenté et reste un point de vigilance.

La question du financement des services ESSMS est cruciale pour faire face à des financements octroyés de moins en moins en prise avec les contraintes du réel et versés tardivement.

Les ETP rémunérés sont inférieurs de 9 % aux ETP budgétés. L'Udaf 92 a fortement besoin de renforcer et de stabiliser ses effectifs pour assurer un service de qualité auprès des familles et des plus démunis, et pour ne pas dégrader les conditions de travail des salariés présents supportant une partie de la charge de travail des postes vacants.

L'analyse des grands équilibres bilanciaux de l'association montre une situation financière saine. Les produits des placements viennent couvrir les dépenses sans financement.

L'Udaf 92 a retrouvé l'équilibre financier et poursuit ses actions en vue :

- de pérenniser les activités existantes tout en cherchant à en développer d'autres avec les partenaires répondant aux besoins des familles et des personnes accompagnées ;
- de poursuivre la démarche d'amélioration continue de la qualité de nos prestations ;
- de stabiliser les services et de fidéliser les salariés.

Bertrand THIÉBOT
Trésorier de l'Udaf 92



Le bilan global 2024

Le bilan global 2024

A C T I F	Arrêté au 31/12/2024			31/12/2023
	Durée 12 mois			12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	126 511,66	-115 142,67	11 368,99	1 200,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	116 600,00		116 600,00	116 600,00
Constructions	890 278,98	-760 084,05	130 194,93	157 260,18
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	498 312,98	-418 465,75	79 847,23	100 434,42
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	2 051 980,00		2 051 980,00	2 051 980,00
Autres titres immobilisés	889 949,80	-68 250,00	821 699,80	858 449,80
Prêts				1 031,89
Autres immobilisations financières	46 308,00		46 308,00	46 308,00
TOTAL I	4 619 941,42	-1 361 942,47	3 257 998,95	3 333 264,29
Comptes de liaison				
Comptes de liaison (1)				
Comptes de liaison				
TOTAL II				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de productions (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 020,00		1 020,00	1 020,00
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	17 155,00		17 155,00	22 637,00
Autres créances	797 805,50		797 805,50	452 025,34
Charges constatées d'avance	26 320,61		26 320,61	24 473,49
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	1 496 222,05		1 496 222,05	1 387 703,00
Disponibilités				
Disponibilités	1 938 145,50		1 938 145,50	2 218 444,13
TOTAL III	4 276 668,66		4 276 668,66	4 106 302,96
Comptes de Régularisation				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL IV				
TOTAL GENERAL	8 896 610,08	-1 361 942,47	7 534 667,61	7 439 567,25
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre cet établissement les autres établissements et services concernés. (2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an : (3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du CASF				

P A S S I F	Arrêté au 31/12/2024		31/12/2023
	Durée 12 mois		12 mois
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 272 177,65		3 272 177,65
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Dons et legs			
Subventions d'investissement sur biens renouvelables			
Réserves			
Excédents affectés à l'investissement			
Réserves de compensation			
Excédents affectés à la couverture besoin fonds roulement	720 534,67		720 534,67
Autres réserves	811 392,51		814 492,51
Report à nouveau			
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	551 767,83		461 525,34
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs			
Résultat sous contrôle tiers financeurs	593 072,82		698 197,55
Dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	21 544,34		-17 978,24
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	17 467,73		21 993,00
Provisions réglementées			
Couverture du besoin en fonds de roulemen			
Amortissements dérogatoires et prov renouvellement immobilisation:			
Réserves des plus-values nettes d'actif			
Immobilisations grevées de droits			
TOTAL I	5 987 957,55		5 970 942,48
Comptes de liaison			
Comptes de liaison			
Comptes de liaison			
TOTAL II			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques	2 556,00		
Provisions pour charges			
Provisions pour charges	368 415,44		396 791,93
Fonds dédiés			
Fonds dédiés	106 266,93		86 161,04
TOTAL III	477 238,37		482 952,97
Dettes (3)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (
Emprunts et dettes financières divers (3			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cou			
Redevables créditeurs			
Dettes fournisseurs et acomptes rattachés (4	79 226,78		24 135,12
Dettes sociales et fiscales	692 571,07		671 345,88
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (5)	297 673,84		290 190,80
Produits constatés d'avance			
TOTAL IV	1 069 471,69		985 671,80
Comptes de régularisation			
Ecart de conversion (passif)			
Ecart de conversion (passif)			
TOTAL V			
TOTAL GENERAL	7 534 667,61		7 439 567,25
(1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : : résultats sous contrôle de tiers financeurs (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques : (3) En particulier : cautions versés par les résidents à leur entrée dans l'établissement (4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an : (5) Dont fonds des majeurs protégés :			

Le compte de résultat 2024

Le compte de résultat global 2024

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation							
Cotisations		1 674,30	0,04	1 674,00	0,05	0,30	0,02
Ventes de biens							
-dont ventes de biens en nature							
Ventes de services		398 985,26	9,68	337 660,97	9,22	61 324,29	18,16
-dont parrainages							
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so							
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s							
Ventes de biens et services		398 985,26	9,68	337 660,97	9,22	61 324,29	18,16
Concours publics et subvt° exploitation		4 122 421,92	100,00	3 663 784,92	100,00	458 637,00	12,52
Subventions d'exploitation							
-dont contributions financières autorités tarifications							
Versements fondateurs ou consomation dotation consommptible							
. Dons manuels							
. Mécénats							
. Legs, donations et assurances-vie							
Ressources liées à la générosité du public							
Contributions financières							
Produits de tiers financeurs		4 122 421,92	100,00	3 663 784,92	100,00	458 637,00	12,52
Reprises/prov. & amort, transf. de charge		43 959,49	1,07	30 583,49	0,83	13 376,00	43,74
Produits cessions immobilisations incorporelles et corporell				200,00	0,01	-200,00	-100,00
Utilisations des fonds dédiés		1 679,36	0,04	78 752,99	2,15	-77 073,63	-97,87
Autres produits		4 733,61	0,11	310 209,55	8,47	-305 475,94	-98,47
-dont complément de rémunération TH							
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun							
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I		4 573 453,94	110,94	4 422 865,92	120,72	150 588,02	3,40
Charges d'exploitation							
Achats de marchandises							
Variation de stocks							
Autres achats et charges externes		913 149,37	22,15	879 255,57	24,00	33 893,80	3,85
Impôts, taxes et versements assimilés		336 511,47	8,16	332 955,91	9,09	3 555,56	1,07
Salaires et traitements		2 315 541,83	56,17	2 285 310,11	62,38	30 231,72	1,32
Charges sociales		993 210,98	24,09	935 464,95	25,53	57 746,03	6,17
Dotations aux amortissements		63 329,96	1,54	58 654,52	1,60	4 675,44	7,97
Autres charges		9 863,17	0,24	12 321,58	0,34	-2 458,41	-19,95
Dotations aux provisions		18 139,00	0,44	33 025,00	0,90	-14 886,00	-45,07
Valeur comptable immo incorporelles et corporelles cédées							
Report en fonds dédiés		21 785,25	0,53	86 161,04	2,35	-64 375,79	-74,72
Aides financières		29 102,13	0,71	25 219,27	0,69	3 882,86	15,40
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II		4 700 633,16	114,03	4 648 367,95	126,87	52 265,21	1,12
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-127 179,22	-3,09	-225 502,03	-6,15	98 322,81	-43,60
Produits financiers							
Produits financiers de participations		136 839,66	3,32	184 463,79	5,03	-47 624,13	-25,82
Autres valeurs mob., créances d'actif im.		73 578,93	1,78	33 190,95	0,91	40 387,98	121,68
Autres intérêts et produits assimilés		471,75	0,01			471,75	
Reprises/provisions et transfert de char				590,75	0,02	-590,75	-100,00
Différences positives de change							
Produits net/cession des V.M.P							
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III		210 890,34	5,12	218 245,49	5,96	-7 355,15	-3,37
Charges financières							
Dotations amort., dépréciations et provisions		36 750,00	0,89	31 500,00	0,86	5 250,00	16,67
Intérêts et charges assimilées							
Différences négatives de change							
Charges nettes/cessions des V.M.P.				12 884,72	0,35	-12 884,72	-100,00
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV		36 750,00	0,89	44 384,72	1,21	-7 634,72	-17,20
RESULTATS FINANCIERS		174 140,34	4,22	173 860,77	4,75	279,57	0,16
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS		46 961,12	1,14	-51 641,26	-1,41	98 602,38	-190,94
Produits exceptionnels							
Sur opération de gestion				96 775,50	2,64	-96 775,50	-100,00
Sur opération en capital							
Reprises/provisions et transfert de char							
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V				96 775,50	2,64	-96 775,50	-100,00
Charges exceptionnelles							
Sur opération de gestion				35 628,95	0,97	-35 628,95	-100,00
Sur opération en capital							
Dotation aux amortissements et aux prov.							

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI							
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL				61 146,55	1,67	-61 146,55	-100,00
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices		25 416,78	0,62	27 483,53	0,75	-2 066,75	-7,52
TOTAL VIII		25 416,78	0,62	27 483,53	0,75	-2 066,75	-7,52
PRODUITS		4 784 344,28	116,06	4 737 886,91	129,32	46 457,37	0,98
CHARGES		4 762 799,94	115,53	4 755 865,15	129,81	6 934,79	0,15
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT		21 544,34	0,52	-17 978,24	-0,49	39 522,58	-219,84
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE							
Contributions Produits							
Dons en nature		8 525,00	0,21			8 525,00	
Prestation en nature							
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS		8 525,00	0,21			8 525,00	
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole		8 525,00	0,21			8 525,00	
CONTRIBUTIONS CHARGES		8 525,00	0,21			8 525,00	

Les comptes de résultat par activité

Le compte de résultat Institution familiale

Arrêté au : 31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	1 674,30	0,58	1 674,00	765,43	0,30	0,02
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	48 014,75	16,49	19 360,72	8 852,64	28 654,03	148,00
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	48 014,75	16,49	19 360,72	8 852,64	28 654,03	148,00
Concours publics et subvt° exploitation	291 090,08	100,00	218,70	100,00	290 871,38	
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consomation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	291 090,08	100,00	218,70	100,00	290 871,38	
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	38 963,49	13,39	27 855,49		11 108,00	39,88
Utilisations des fonds dédiés	1 679,36	0,58	43 193,59		-41 514,23	-96,11
Autres produits	4 049,25	1,39	309 549,26		-305 500,01	-98,69
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	385 471,23	132,42	401 851,76		-16 380,53	-4,08
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	95 286,71	32,73	92 717,22		2 569,49	2,77
Impôts, taxes et versements assimilés	24 081,47	8,27	22 497,90		1 583,57	7,04
Salaires et traitements	155 489,72	53,42	123 203,17		32 286,55	26,21
Charges sociales	75 680,50	26,00	62 020,94		13 659,56	22,02
Dotations aux amortissements	20 612,61	7,08	21 728,50	9 935,30	-1 115,89	-5,14
Autres charges	7 076,07	2,43	2 876,95	1 315,48	4 199,12	145,96
Dotations aux provisions	2 556,00	0,88	32 610,00		-30 054,00	-92,16
Report en fonds dédiés	21 785,25	7,48	70 161,04		-48 375,79	-68,95
Aides financières	29 102,13	10,00	25 219,27		3 882,86	15,40
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	431 670,46	148,29	453 034,99		-21 364,53	-4,72
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-46 199,23	-15,87	-51 183,23		4 984,00	-9,74
Produits financiers						
Produits financiers de participations	136 839,66	47,01	184 463,79		-47 624,13	-25,82
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	73 578,93	25,28	33 190,95		40 387,98	121,68
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char			590,75	270,12	-590,75	-100,00
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	210 418,59	72,29	218 245,49		-7 826,90	-3,59
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions	36 750,00	12,62	31 500,00		5 250,00	16,67
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.			12 884,72	5 891,50	-12 884,72	-100,00
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	36 750,00	12,62	44 384,72		-7 634,72	-17,20
RESULTATS FINANCIERS	173 668,59	59,66	173 860,77		-192,18	-0,11
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	127 469,36	43,79	122 677,54		4 791,82	3,91
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			1 535,10	701,92	-1 535,10	-100,00
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			1 535,10	701,92	-1 535,10	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			4 824,50	2 205,99	-4 824,50	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			4 824,50	2 205,99	-4 824,50	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			-3 289,40	-1 504,07	3 289,40	-100,00

Arrêté au : 31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	25 416,78	8,73	27 483,53		-2 066,75	-7,52
TOTAL VIII	25 416,78	8,73	27 483,53		-2 066,75	-7,52
PRODUITS	595 889,82	204,71	621 632,35		-25 742,53	-4,14
CHARGES	493 837,24	169,65	529 727,74		-35 890,50	-6,78
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	102 052,58	35,06	91 904,61		10 147,97	11,04
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature	8 525,00	2,93			8 525,00	
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS	8 525,00	2,93			8 525,00	
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole	8 525,00	2,93			8 525,00	
CONTRIBUTIONS CHARGES	8 525,00	2,93			8 525,00	

Le compte de résultat Médiation familiale

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	266 655,51	100,00	236 863,25	100,00	29 792,26	12,58
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	266 655,51	100,00	236 863,25	100,00	29 792,26	12,58
Concours publics et subvt° exploitation	82 263,00	30,85	76 306,18	32,22	5 956,82	7,81
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières	4 525,27	1,70			4 525,27	
Produits de tiers financiers	86 788,27	32,55	76 306,18	32,22	10 482,09	13,74
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	4 996,00	1,87	2 728,00	1,15	2 268,00	83,14
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	52,15	0,02	85,86	0,04	-33,71	-39,26
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	358 491,93	134,44	315 983,29	133,40	42 508,64	13,45
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	46 938,10	17,60	31 037,68	13,10	15 900,42	51,23
Impôts, taxes et versements assimilés	23 928,78	8,97	23 902,06	10,09	26,72	0,11
Salaires et traitements	179 141,47	67,18	176 225,60	74,40	2 915,87	1,65
Charges sociales	83 621,17	31,36	77 094,24	32,55	6 526,93	8,47
Dotations aux amortissements	6 764,70	2,54	663,03	0,28	6 101,67	920,27
Autres charges	237,20	0,09	9 328,10	3,94	-9 090,90	-97,46
Dotations aux provisions	15 583,00	5,84	415,00	0,18	15 168,00	3 654,94
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	356 214,42	133,59	318 665,71	134,54	37 548,71	11,78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 277,51	0,85	-2 682,42	-1,13	4 959,93	-184,91
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	2 277,51	0,85	-2 682,42	-1,13	4 959,93	-184,91
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			2 944,21	1,24	-2 944,21	-100,00
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			2 944,21	1,24	-2 944,21	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI						
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			2 944,21	1,24	-2 944,21	-100,00

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	358 491,93	134,44	318 927,50	134,65	39 564,43	12,41
CHARGES	356 214,42	133,59	318 665,71	134,54	37 548,71	11,78
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 277,51	0,85	261,79	0,11	2 015,72	769,98
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial

Arrêté au : 31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services						
Concours publics et subvt° exploitation	823 290,64	100,00	852 197,47	100,00	-28 906,83	-3,39
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	823 290,64	100,00	852 197,47	100,00	-28 906,83	-3,39
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés			5 002,40	0,59	-5 002,40	-100,00
Autres produits	135,61	0,02	154,20	0,02	-18,59	-12,06
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	823 426,25	100,02	857 354,07	100,61	-33 927,82	-3,96
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	183 157,24	22,25	170 184,05	19,97	12 973,19	7,62
Impôts, taxes et versements assimilés	67 882,36	8,25	65 594,33	7,70	2 288,03	3,49
Salaires et traitements	453 234,68	55,05	454 072,47	53,28	-837,79	-0,18
Charges sociales	196 935,50	23,92	189 804,09	22,27	7 131,41	3,76
Dotations aux amortissements	9 407,25	1,14	6 657,98	0,78	2 749,27	41,29
Autres charges	681,95	0,08	108,06	0,01	573,89	531,08
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés			8 000,00	0,94	-8 000,00	-100,00
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	911 298,98	110,69	894 420,98	104,95	16 878,00	1,89
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-87 872,73	-10,67	-37 066,91	-4,35	-50 805,82	137,07
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-87 872,73	-10,67	-37 066,91	-4,35	-50 805,82	137,07
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital			34,00	0,00	-34,00	-100,00
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			34,00	0,00	-34,00	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			385,56	0,05	-385,56	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			385,56	0,05	-385,56	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			-351,56	-0,04	351,56	-100,00

Arrêté au : 31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	823 426,25	100,02	857 388,07	100,61	-33 961,82	-3,96
CHARGES	911 298,98	110,69	894 806,54	105,00	16 492,44	1,84
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-87 872,73	-10,67	-37 418,47	-4,39	-50 454,26	134,84
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Mesure d'accompagnement social personnalisé

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	84 315,00	100,00	81 437,00	100,00	2 878,00	3,53
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	84 315,00	100,00	81 437,00	100,00	2 878,00	3,53
Concours publics et subvt° exploitation						
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consomation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs						
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	11,59	0,01			11,59	
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	84 326,59	100,01	81 437,00	100,00	2 889,59	3,55
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	7 964,26	9,45	15 316,43	18,81	-7 352,17	-48,00
Impôts, taxes et versements assimilés	7 052,01	8,36	6 696,92	8,22	355,09	5,30
Salaires et traitements	48 762,62	57,83	46 877,14	57,56	1 885,48	4,02
Charges sociales	20 900,28	24,79	18 112,93	22,24	2 787,35	15,39
Dotations aux amortissements	72,13	0,09			72,13	
Autres charges			0,01	0,00	-0,01	-100,00
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	84 751,30	100,52	87 003,43	106,84	-2 252,13	-2,59
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-424,71	-0,50	-5 566,43	-6,84	5 141,72	-92,37
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	471,75	0,56			471,75	
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	471,75	0,56			471,75	
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS	471,75	0,56			471,75	
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	47,04	0,06	-5 566,43	-6,84	5 613,47	-100,85
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V						
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI						
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL						

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	84 798,34	100,57	81 437,00	100,00	3 361,34	4,13
CHARGES	84 751,30	100,52	87 003,43	106,84	-2 252,13	-2,59
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	47,04	0,06	-5 566,43	-6,84	5 613,47	-100,85
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Point conseil budget

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services						
Concours publics et subvt° exploitation	16 854,00	100,00	18 132,00	100,00	-1 278,00	-7,05
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	16 854,00	100,00	18 132,00	100,00	-1 278,00	-7,05
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	16 854,00	100,00	18 132,00	100,00	-1 278,00	-7,05
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	280,56	1,66	375,78	2,07	-95,22	-25,34
Impôts, taxes et versements assimilés	1 618,74	9,60	1 643,99	9,07	-25,25	-1,54
Salaires et traitements	10 329,65	61,29	10 495,07	57,88	-165,42	-1,58
Charges sociales	5 490,30	32,58	4 961,23	27,36	529,07	10,66
Dotations aux amortissements						
Autres charges						
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	17 719,25	105,13	17 476,07	96,38	243,18	1,39
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-865,25	-5,13	655,93	3,62	-1 521,18	-231,91
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	-865,25	-5,13	655,93	3,62	-1 521,18	-231,91
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V						
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI						
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL						

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	16 854,00	100,00	18 132,00	100,00	-1 278,00	-7,05
CHARGES	17 719,25	105,13	17 476,07	96,38	243,18	1,39
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-865,25	-5,13	655,93	3,62	-1 521,18	-231,91
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Protection juridique des majeurs

Arrêté au : 31/12/2024						
	Montant	%	31/12/2023	%	Variation	
			Montant		Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services						
Concours publics et subvt° exploitation	2 874 749,93	100,00	2 683 693,57	100,00	191 056,36	7,12
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	2 874 749,93	100,00	2 683 693,57	100,00	191 056,36	7,12
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés			30 557,00	1,14	-30 557,00	-100,00
Autres produits	485,01	0,02	420,23	0,02	64,78	15,42
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	2 875 234,94	100,02	2 714 670,80	101,15	160 564,14	5,91
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	577 989,87	20,11	566 157,71	21,10	11 832,16	2,09
Impôts, taxes et versements assimilés	209 125,20	7,27	210 285,19	7,84	-1 159,99	-0,55
Salaires et traitements	1 451 013,42	50,47	1 457 311,62	54,30	-6 298,20	-0,43
Charges sociales	602 860,04	20,97	575 637,08	21,45	27 222,96	4,73
Dotations aux amortissements	26 473,27	0,92	29 605,01	1,10	-3 131,74	-10,58
Autres charges	1 867,95	0,06	8,46	0,00	1 859,49	
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés			8 000,00	0,30	-8 000,00	-100,00
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	2 869 329,75	99,81	2 847 005,07	106,09	22 324,68	0,78
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 905,19	0,21	-132 334,27	-4,93	138 239,46	-104,46
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	5 905,19	0,21	-132 334,27	-4,93	138 239,46	-104,46
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			69 495,37	2,59	-69 495,37	-100,00
Sur opération en capital			166,00	0,01	-166,00	-100,00
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			69 661,37	2,60	-69 661,37	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			5 029,36	0,19	-5 029,36	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			5 029,36	0,19	-5 029,36	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			64 632,01	2,41	-64 632,01	-100,00

Arrêté au : 31/12/2024						
	Montant	%	31/12/2023	%	Variation	
			Montant		Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	2 875 234,94	100,02	2 784 332,17	103,75	90 902,77	3,26
CHARGES	2 869 329,75	99,81	2 852 034,43	106,27	17 295,32	0,61
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	5 905,19	0,21	-67 702,26	-2,52	73 607,45	-108,72
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Information et soutien aux tuteurs familiaux

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services						
Concours publics et subvt° exploitation	29 649,00	100,00	30 337,00	100,00	-688,00	-2,27
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	29 649,00	100,00	30 337,00	100,00	-688,00	-2,27
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	29 649,00	100,00	30 337,00	100,00	-688,00	-2,27
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	1 532,63	5,17	3 466,70	11,43	-1 934,07	-55,79
Impôts, taxes et versements assimilés	2 822,91	9,52	2 335,52	7,70	487,39	20,87
Salaires et traitements	17 570,27	59,26	15 298,16	50,43	2 272,11	14,85
Charges sociales	7 723,19	26,05	6 647,91	21,91	1 075,28	16,17
Dotations aux amortissements						
Autres charges						
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	29 649,00	100,00	27 748,29	91,47	1 900,71	6,85
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			2 588,71	8,53	-2 588,71	-100,00
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS			2 588,71	8,53	-2 588,71	-100,00
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			22 800,82	75,16	-22 800,82	-100,00
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			22 800,82	75,16	-22 800,82	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			25 389,53	83,69	-25 389,53	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			25 389,53	83,69	-25 389,53	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			-2 588,71	-8,53	2 588,71	-100,00

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS	29 649,00	100,00	53 137,82	175,16	-23 488,82	-44,20
CHARGES	29 649,00	100,00	53 137,82	175,16	-23 488,82	-44,20
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT						
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Le compte de résultat Mandat de protection future

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services						
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services						
Concours publics et subvt° exploitation			2 900,00		-2 900,00	
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consomation dotation consommptible						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs			2 900,00		-2 900,00	
Reprises/prov. & amort, transf. de charge						
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I			2 900,00		-2 900,00	
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes						
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements			1 826,88		-1 826,88	
Charges sociales			1 186,53		-1 186,53	
Dotations aux amortissements						
Autres charges						
Dotations aux provisions						
Report en fonds dédiés						
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II			3 013,41		-3 013,41	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-113,41		113,41	
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III						
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV						
RESULTATS FINANCIERS						
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS			-113,41		113,41	
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V						
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI						
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL						

Arrêté au :31/12/202431/12/2023Variation						
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices						
TOTAL VIII						
PRODUITS			2 900,00		-2 900,00	
CHARGES			3 013,41		-3 013,41	
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT			-113,41		113,41	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

L'annexe comptable 2024

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

Les comptes annuels de l'exercice clos, le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- total du bilan : 7 534 668 € ;
- total des produits du compte de résultat : 4 784 344 € ;
- résultat de l'exercice en déficit : 21 544 €.

LA PRÉSENTATION DE L'UDAF 92 ET DE SES ACTIVITÉS

1. La présentation de l'Udaf 92

L'Udaf des Hauts-de-Seine a été créée le 23 février 1967. Ses missions principales sont de :

- donner avis aux pouvoirs publics ;
- représenter les familles et assurer la défense de leurs intérêts matériels et moraux ;
- gérer des services d'intérêt familial à la demande des pouvoirs publics ;
- ester en justice.

L'Udaf 92 a son siège au 10 bis, avenue du Général Leclerc à Saint-Cloud (92210).

Les activités sont réparties sur plusieurs services :

- **Le pôle " Institution Familiale "**

Les actions de l'Institution

Le secrétariat de la Médaille de l'Enfance et des Familles

- **Le pôle " Famille et Parentalité "**

Les actions de médiation familiale (conflits familiaux, séparation, divorce, aidants/aidés, inter-générationnelles, intrafamiliales)

Les actions de parentalité inscrites dans la convention pluriannuelle d'objectifs Unaf/Udaf 92

- **Le pôle " Protection de l'enfance et accompagnement "**

Le service DPF " Aide à la gestion du budget familial " (AGBF)

La Mesure d'accompagnement social personnalisé (Masp)

Le Point conseil budget (PCB)

- **Le pôle " Protection Juridique des Majeurs "**

Le service de la Protection juridique des majeurs (MJPM)

L'Information et le soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)

Le Mandat de protection future (MPF)

2. Les faits significatifs de l'année

La Prime Ségur pour tous

Le personnel exclu du Ségur en a bénéficié dès juillet 2024 conformément à l'accord du 4 juin 2024 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. La Drieets a fait parvenir à l'Udaf 92 un mail daté du 4 mars 2025 demandant à ce que le montant versé à ce titre soit inscrit sous la forme d'un produit non-perçu/produit à recevoir.

L'octroi d'une enveloppe exceptionnelle 2024 pour des mesures d'exploitation non pérennes de 191 597€ en plus du budget d'exploitation du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs.

Le départ de la directrice du service MJPM, de la responsable qualité, et l'absence prolongée de la directrice générale pour maladie.

La directrice du service MJPM a quitté l'Udaf 92 en avril 2024. Elle a été remplacée en interne par l'adjointe de direction du service.

La directrice générale est arrêtée depuis le 11 octobre 2024 pour maladie.

L'organisation principale mise en place et les délégations ont été formalisées en réunion extraordinaire des personnels-cadres, en présence du président et de la directrice, le 30 octobre 2024. Cette organisation est la suivante :

- pilotage par le président en lien avec la directrice générale (à distance) ;
- préparation et animation des instances de gouvernance, commissions par le président et le service de l'Institution familiale.
- délégations de pouvoir et de signature provisoires :
 - à la responsable administrative et financière, Laurence Allanche ;
 - à la directrice de service PJM, Lidia Ould-Yahoui ;
 - à la cheffe de service DPF, Valérie Felizardo.

Estelle Lapeyre, responsable d'antenne de Bagneux et de qualité, est partie le 13 décembre 2024 et sa mission qualité/évaluation n'a pas été pourvue à ce jour.

La migration EIG

La migration de la paie vers notre nouveau logiciel a nécessité la mise en place d'une passerelle avec notre SIRH " Kelio ", une opération qui s'est révélée particulièrement complexe.

Par ailleurs, la phase de transition opérationnelle prévue pour 2025 a été prolongée en raison des délais nécessaires à l'établissement du paramétrage et à la mise en œuvre des modules de comptabilité et d'immobilisations. L'intégration des balances des reprises d'à nouveau s'est déroulée en deux étapes :

- un premier import de la balance d'ouverture 2023, enregistré au 31 janvier 2024 dans un journal d'ANV ;
- puis un second import de cette même balance au 31 décembre 2023.

La gestion des données bancaires a représenté un autre défi majeur. Elle a exigé, en amont, la migration de la plateforme " Suite Entreprise ", suivie de la récupération des fichiers CFON nécessaires à l'importation des écritures bancaires et à la mise en place des rapprochements bancaires dématérialisés.

Enfin, la reprise des données des fiches d'immobilisations a été menée à bien avec succès.

L'autorisation tacite du service DPF

La Drieets Île-de-France, nous a informés dans un courriel du 9 décembre 2024, que l'autorisation du service DPF bénéficiait à compter du 5 octobre 2025 d'un renouvellement tacite pour 15 ans.

La préparation de l'évaluation externe et sa réalisation :

La Drieets 92 a enjoint l'Udaf des Hauts-de-Seine à déposer une demande de renouvellement de l'autorisation pour son service mandataire à destination des majeurs protégés.

Dans ce contexte exigeant, l'Udaf 92 a choisi, dès la fin novembre 2024, de solliciter l'accompagnement du cabinet " Eliane Conseil " afin de préparer au mieux ses équipes à l'évaluation.

Ce soutien s'est décliné sous plusieurs formes, sur une période de cinq jours jusqu'à la fin de l'année 2024 :

- accompagnement collectif des cadres, des professionnels et des usagers sélectionnés ;
- suivi individualisé, à la fois sur site et à distance, de l'équipe d'encadrement et de la direction ;
- aide à la formalisation d'outils, en collaboration avec les professionnels participants, avec l'appui du cabinet conseil.

Cette démarche préparatoire a permis de répondre de manière pertinente aux exigences, avec un rendu final dès la fin janvier. L'organisme Celaé, habilité par le Cofrac, a été retenu pour réaliser l'évaluation externe et a rendu un rapport favorable fin février 2025.

À partir d'avril 2025, l'Udaf des Hauts-de-Seine relancera également la formation sur l'outil Ageval, avec une montée en compétence vers la version experte, afin d'optimiser la gestion documentaire et de faciliter la déclaration des évènements indésirables.

Le litige salarial

La salariée a été déboutée de sa demande d'indemnité de licenciement sans cause réelle et sérieuse par un jugement du 3 septembre 2024 notifié à l'Udaf 92 le 12 septembre 2024 du Conseil des Prud'hommes de Boulogne. La salariée a interjeté appel auprès de la cour d'Appel de Versailles le 10 octobre 2024.

3. Les évènements postérieurs à la clôture

Néant

LES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Les principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des normes comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n° 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 27 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;
- application par anticipation du règlement n° 2022-06 du 04 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général ;
- règlement ANC 2023-05 - solutions informatiques.

2. Les dérogations aux principes comptables

L'excédent de la section d'activité " ISTF " accumulé entre 2017 et 2023, d'un montant de 25 389 €, fera l'objet d'un ordre de reversement émis par la Drieets, afin de récupérer les crédits correspondants. Désormais, le compte d'exploitation de l'activité ISTF doit impérativement être présenté à l'équilibre. Aucune dérogation aux principes comptables n'est désormais autorisée.

3. Les changements de méthode comptable

L'Udaf 92 a décidé d'anticiper au titre de l'exercice 2024 le règlement ANC 2022-06 qui a redéfini le résultat exceptionnel, supprimé les transferts de charges et modifié le plan comptable. Cette modification constitue un changement de méthode comptable. Il a été inscrit en annexe en transfert de charges et en résultat exceptionnel les comptes qui ont été modifiés.

À compter de l'exercice 2024, les coûts liés aux solutions informatiques incluent :

- la configuration ;
- le paramétrage ;
- l'adaptation et la modification du code source ;
- ainsi que la création de codes additionnels nécessaires à leur utilisation et ce, quel que soit le mode d'hébergement ou d'utilisation retenu.

Conformément à la réglementation comptable (ANC, règlement 2023-05, art. 1^{er}, 2° ; PCG art. 611-6 modifié, R 4), ces coûts sont désormais immobilisés et amortis sur une durée de 3 ans.

4. Les principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

L'agrégation des comptes annuels

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre (éventuellement établir la liste des établissements par catégorie).

Sous gestion libre :

- Institution et autres services (Mesure d'accompagnement social personnalisé, Point conseil budget, Médiation familiale, Mandat de protection future, ISTF, Auditions de mineurs).

Sous gestion contrôlée :

- Protection juridique des majeurs protégés ;
- Délégué aux prestations familiales.

Les comptes de ces établissements et services sont tenus par le biais d’une comptabilité analytique.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de contrôle ont un caractère provisoire dans l’attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l’entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d’autres établissements ou services. Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d’acquisition, c’est-à-dire à leur prix d’achat augmenté des frais accessoires, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés sur le coût d’acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l’immobilisation	Durée
Logiciels	1 à 2 ans
Constructions	20 à 25 ans
Installations générales, agencements, aménagements	10 ans
Installations techniques, matériels et outillages	10 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériels de bureau et informatiques	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l’actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d’achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d’inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d’inventaire d’une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Les valeurs mobilières de placement (VMP)

Elles sont valorisées à leur coût d’acquisition. Un tableau détaille les plus et moins-values latentes par nature de VMP. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes viennent déprécier la valeur brute du placement financier.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière

L’engagement pour IFC est évalué selon les hypothèses suivantes :

• Paramètres économiques

L’augmentation annuelle des salaires :

- 2,00 % constant pour la catégorie cadres ;
- 1,00 % constant pour la catégorie employés.

Le taux d’actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de 3,38% (inflation comprise).

• Paramètres sociaux

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 65 ans pour la catégorie cadres ;
- 64 ans pour la catégorie employés.

Le taux de rotation retenu est :

- moyen pour la catégorie cadres ;
- moyen pour la catégorie employés.

Le taux de charges sociales patronales est :

- 56 % pour la catégorie cadres ;
- 56 % pour la catégorie employés.

• Paramètres techniques :

- l’année des calculs retenue est 2024 ;
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2016-2018 ;
- la méthode de calcul retenue est la méthode Rétrospective Prorata Temporis.

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provisions pour charges à hauteur de 349 674 €.

La provision pour gros entretien

Aucun mouvement sur l’exercice.

Les fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l’exercice, n’a pu être utilisée conformément à l’engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif " fonds dédiés " avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte " reports en fonds dédiés " .

LES INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1. L'actif

Le tableau des immobilisations

Valeur brute des immobilisations			Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisation à l'exercice	
à l'ouverture de l'exercice							
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Autres immobilisations incorporelles		112 337	14 174		126 511	
			112 337	14 174	0	0	
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)		116 600			116 600	
	Constructions	Sur sol propre	466 400			466 400	
		Installations générales, agencements, aménagements					
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	423 879				423 879
		Matériel de transport					
		Matériel de bureau et informatique	338 675	9 004			347 679
		Mobilier	147 966	2 668			150 634
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes sur immobilisations						
			1 493 520	11 672	0	0	1 505 192
	FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		2 051 980			2 051 980
Autres titres immobilisés		889 950	0		889 950		
Prêts		1 032	0	1 032	0		
Autres immobilisations financières		46 308			46 308		
		2 989 270	0	1 032	0	2 988 238	
TOTAL GENERAL			4 595 127	25 846	1 032	0	4 619 941

Le tableau des amortissements

Montant des IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES amortissements à l'ouverture de l'exercice			Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Autres immobilisations incorporelles	111 537	3 605			115 142	
		111 537	3 605	0	0	115 142	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains						
	Constructions	Sur sol propre	338 917	21 304			360 221
		Sur sol d'autrui					
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	394 102	5 761			399 863
		Matériel de transport					
		Matériel de bureau et informatique					
			260 167	27 808			287 975
		Mobilier	126 040	4 450			130 490
			1 119 226	59 324	0	0	1 178 550
TOTAL GENERAL		1 230 763	62 929	0	0	1 293 692	

Le tableau des dépréciations

OBJET DES DEPRECIATIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles			
		• Corporelles			
		• Financières	31 500	36 750	68 250
	Stocks et en-cours				
	Créances clients et usagers (familles, élèves)				
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	TOTAL	31500	36 750		68250
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation				
	financières	31 500	36 750		68 250
	exceptionnelles				

L'état des créances

CREANCES		ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	2 051 980		2 051 980
Autres titres immobilisés	889 949		889 949
Prêts			0
Autres immobilisations financières	46 308	0,00	46 308,00
Sous-total créances de l'actif immobilisé	2 988 237		2 988 237
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	17155	17155	
Créances reçues par legs et donations			
Autres créances	797 805	797 805	
Charges constatées d'avance	26 321	26 321	
Sous-total créances de l'actif circulant	841 281	841 281	
TOTAL CREANCES	3 829 518	841 281	2 988 2370
- Prêts accordés en cours d'exercice	0		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 032		

Dans l'ancienne nomenclature Bilan salari'or à fin 2023, les comptes 4287 Lejeune IJ Trop versé de 54,70 et 46713000 PJM Dotation Globale de 0,31 étaient positionnés en créances de l'actif circulant.

Le détail des produits à recevoir

Date	Libellé principal	Montant
31/12/24	Remboursement à recevoir des salariés	466
31/12/24	Indemnités journalières CPAM à recevoir	19 413
31/12/24	Primes Ségur MPJM et DPF	128 200
31/12/24	Urssaf - DOETH 2023	5 360
31/12/24	Remboursement à recevoir des salariés	11 575
31/12/24	Mairie de Puteaux	3 850
31/12/24	Frais de gestion à recevoir	2 174
31/12/24	Mairie de Suresnes	897
31/12/24	Mairie de Colombes	2 695
31/12/24	Tribunal judiciaire	1 890
31/12/24	Médailles de la famille	1 152
31/12/24	UNAF FONDS SPECIAL SOLDE 2024	122 479
31/12/24	CSE Mise à disposition	1 280
31/12/24	Produits financiers KYANEOs 4 TR 2024	1 880
31/12/24	Intérêts Livret Association BPVF	19 553
31/12/24	Produits financiers PIERRE EXPANSION 4 TR 2024	1 798
31/12/24	Produits financiers SELECTIPIERRE 4 TR 2024	2 366
31/12/24	Produits financiers SCPI PIERVAL N 4 TR 2024	2 885
31/12/24	Produits financiers SCPI PRIMOVIE 4 TR 2024	3 273
31/12/24	Intérêts 2024 CSL Société générale	392
31/12/24	Intérêts 2024 épargne compte 205 4tr 2024	6 925
31/12/24	CDAD Solde Subvention 2024	1 050
31/12/24	Versement UNAF à recevoir PS MF aidants aidés	17 350
31/12/24	CAF 92 Subvention d'investissement	9 090
31/12/24	UNAF / Mise à disposition DIR UDAF 77	15 611
31/12/24	Subvention Asnières à recevoir	4 500
31/12/24	Intérêts courus Valeurs mobilières de placement	44 422
	TOTAL	432 525

L'évaluation des valeurs mobilières de placement

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Intérêts courus	Plus-value	Moins-value latente
SCPI Pierval Santé	150 000,00	150 000,00	-		
BNP CNL	300 000,00	300 000,00	14 442,00		
Parts A1 Fonds ARCHIVEST LBO	53 000,00	53 000,00	-		
CAT Money Bank	650 000,00	676 838,00	26 838,00		
Contrat de capitalisation ORADEA	298 800,00	302 549,00	3 142,00		
Total	1 451 800,00	1 482 387,00	44 422,00	-	

- Ce poste comprend :
- un montant total de placements de 1 451 800€ sur des supports à moyen et long terme ;
 - les intérêts courus des contrats de capitalisation estimés à 44 422€ au 31 décembre 2024.

Les disponibilités

- Les disponibilités se montent à 1 451 800€ et se décomposent ainsi :
- les comptes financiers des majeurs protégés sans ouverture de comptes individuels pour 93 790€ ;
 - les comptes des familles accompagnées au service DPF pour une valeur de 153 987€ avec l'équivalent en dettes ;
 - la trésorerie propre des comptes bancaires et de la caisse pour une valeur de 1 690 368€.

Le détail des charges constatées d'avance

Libellé principal	Date	Montant
LE CEDRE 01/25 A 31/03/25	25/01/2024	168
LANDY 01 2025	19/02/2024	271
BE API 01/01/25 A 28/02/25	12/06/2024	93
ASH SIEGE 01 A 06/25	19/06/2024	78
LPS TALLY 01/01/2025 A 30/6/2025	01/07/2024	347
HUGUET PORTAIL 01//01/25 A 30 6/25	09/07/2024	344
OVH HEBERGEMENT 01/01/25 A 31/07/25	20/08/2024	55
HUGUET PORTILLON 01/01/25 A 30/09/25	03/10/2024	426
LE MONDE 01 A 14/11/25	16/10/2024	410
LEFEBVRE DALLOZ JURIS ASSO	13/11/2024	369
XELIANS 01/2025 A 11/2025	27/11/2024	4 404
LE FIGARO 01/25 A 19/11	30/11/2024	363
RESERV CAEN JOURNEE UDAF URAF 03 2025	01/12/2024	286
BOUYGUES 01 A 20/01/2025	20/12/2024	24
ALLIANZ IARD CT 58486955	23/12/2024	8 438
RESOLUO PRO ENVERGURE 2025 AXA	23/12/2024	1 248
SERES 01 A 11/25	23/12/2024	70
AIG GESTION RC DIRIGEANTS 2025 RD00308394S	23/12/2024	1 366
ABEILLE RISQ PRO DU CE 2025 CT 77621688	26/12/2024	100
POLE ASSUR MMA RISK 144726616 2025 RC	26/12/2024	6 394
MAILEVA PRIVILEGE 01/01/25 A 13/12/25	31/12/2024	345
DALLOZ ACTU JURIDIQUE FAMILLE 2025	31/12/2024	426
DALLOZ AVANCE ELNET PAYE	31/12/2024	298
TOTAL		26 321

2. Le passif

La variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	3 272 178				3 272 178
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	1 535 027	-3 100,00		0	1 531 927
Dont réserves DPF	215 670				215 670
Dont réserves MJPM	504 865				504 865
Report à nouveau	1 159 722	-14 878		-4	1 144 840
Dont Reports à nouveau DPF	262 919	-37 421			225 498
Dont Report à nouveau MPJM	435 279	-67 704			367 575
Excédent ou déficit de l'exercice	-17 978	17 978	21 544	0	21 544
Dont résultat DPF			-87 873		-87873
Dont résultat MJM			5 905		5905
Situation nette	5 948 949	0	21 544	-4	5 970 489
Subventions d'investissement	21 993			-4 525	17 468
Provisions réglementées					
TOTAL	5 970 942	0	21 544	-4 529	5 987 957

La variation des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant global	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens	21 993			21 993
TOTAL	21 993			21 993
Quotes-parts virées au résultat :			-4 525	-4 525
Subventions affectées à des biens			-4 525	-4 525
TOTAL	21 993		-4 525	17 468

Le report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau sans droit de reprise	461 525	90 243	0	551 768
Report à nouveau gestion libre (110 - 119)	501 119	104 666,87		605 786
Dépenses refusées (119)	-39594	-14 424		-54 018
Report à nouveau sous contrôle de tiers	698 198	-53 765	51 360	593 073
Report à nouveau (1150 - 11590)	932 031		51 360	880 671
Charges rejetées	-41 593	-760		-42 353
Charges dont la prise en compte est différée	-192 240	-53 005		-245 245
TOTAL	1 159 723	36 477	51 360	1 144 840

La détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice 2024	Exercice 2023		
		Approuvé	Retraitements	Retraité
RESULTAT COMPTABLE	21 544	-17 978		
Reprise du résultat antérieur	335 695	383 047		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL y compris variation CP	347 443	407 650		
Dont résultat effectif sous gestion propre	103 511	87 144		
Institution	102 052	91 905		
ISTF	0	0		
Médiation familiale	2 277	262		
MASP	47	-5 566		
PCB1	-865	656		
MPF	0	-113		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-81 967	320 507		
MJAGBF	-87 873	108 182		
PJM	5 906	212 326		

Le résultat effectif des services ESMS

RESULTAT PAR ETABLISSEMENT ESMS	Résultat comptable N	Reprises excédents ou déficits antérieurs	Variation CP	Report à nouveau effectué en application du 1° du I de l'article R. 314-51 du CASF
MJAGBF	-87 873	174 175	351	86 653
PJM	5 906	161 520	-10 147	157 279
Total gestion contrôlée	-81 967	335 695	-9 796	243 932

La réserve pour projets de l'entité

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat) N-1	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice	Affectation résultat 2024
Développement des associations familiales	10 750,00		3 100,00		7 650,00	6 000,00
Animation et appui aux associations adhérentes	20 000,00				20 000,00	
Maintien des actions de soutien à la parentalité	50 000,00				50 000,00	
Développement d'actions au service de la représentation/défense des familles	10 000,00				10 000,00	
Appui au développement des équipements et des technologies	28 074,00		-		28 074,00	
Développement d'actions ponctuelles en faveur des personnes vulnérables	20 000,00				20 000,00	
TOTAL	138 824,00	-	3 100,00	-	135 724,00	6 000,00

Le tableau de suivi des fonds dédiés par projet

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	
	Approuvé		Montant global	Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation					
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS (Mise en œuvre RGPD/DPO/Evaluation externe)	16 000	0	0	16 000	
Contributions financières d'autres organismes	70 161	21 785	1 679	90 267	
Développer et animer des ateliers de soutien à la parentalité	12 708	0	1 679	11 029	
Développer des ateliers de parole et de soutien pour les enfants de parents isolés	57 453	21 785	0	79 238	
Ressources liées à la générosité du public					
Total	86 161	21 785	1 679	106 267	

Le tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similiaires	361 740	15 583	27 648	349 675
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges	35 053		16 311	18 741
TOTAL	396 792	15 583	43 959	368 416
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		15 583	43 959	
- financière				
- exceptionnelle				

L'état des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (1)				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	79 227	79 227		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	692 571	692 571		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	297 674	297 674		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 069 472	1 069 472	0	0
(1) Montants :				

Le détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montants
1/ Fournisseurs factures non parvenues	
PORCHER Associés Litige salarié	800
KAMAL Ydir Prestations 2ème semestre	2 160
Maître GALERA Prestations 2024	6 000
BAKERTILLY Audit 2024	11 448
JEGARD Créatis prestations 2024	3 446
DERMIENS Sandra Prestations ateliers paroles	480
DALLOZ Abonnement 2024 - Avance 2025	757
2/ Personnel	
Salarié sortant - reliquat prime sécur	27
Médiatrice - Médaille du travail	2 995
Litige salarié - Régularisations	2 788
CDD - Prime précarité	2 186
Forfait cadres - JRS non pris	3 712
Part patronale Tickets restaurants 12/2024	6 106
Frais de déplacements décembre 2024	3 830
Salarié cadre - Prime mission à reverser	6 271
Déleguée aux prestations - Médaille du travail	1 644
3/ Dettes concernant les congés payés	
Montant brut congés payés	194 880
Montant charges sociales congés payés	106 243
4/ Autres charges à payer	
Frais de bénévoles	243
Etat - Impôt sur les sociétés sur les placements	21 153
REPORT SUBVENTION 2023 SUR 2024	703
LOGISSIMO 12	188
LA POSTE 12	2 686
LE POSTE 12 2024 BAGNEUX	1 544
TOTAL ENERGIE ESTIM 10/11 A 31/12	4 500
SEOP ESTIM 10 A 12/2024	2 800
TOTAL ENERGIE 17/11 A 31/12/24	4 762
COTISATION URAF 2024	321
REVERST 10 % FONDS SPECIAL 2024	23 102
CANAL EBICS 12	53
REMBOURSEMENT DGF 2022	8 339
FRAIS GESTION COMPTE 4EM TRIM 24	1 215
Total	427 382

Le détail des produits constatés d’avance

Néant

LES INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

1. Le détail des produits d’exploitation

La protection juridique des majeurs (PJM)

Par arrêté du 22 août 2024 l’État via la Drieets a fixé dans sa décision d’autorisation budgétaire la dotation globale de financement (DGF) du service à 2 270 802€. Par mail du 4 mars 2025, la Drieets autorise d’inscrire le montant versé de la prime Ségur pour tous dans le CA 2024 sous la forme d’un produit à recevoir de 109 372€.

L’excédent de 2022 de 319 355€ est repris dans les ressources du budget d’exploitation 2024 à hauteur de 127 766€ et est affecté à des mesures d’exploitation à hauteur de 191 597€.

Le montant de la participation financière des personnes protégées à leur mesure de protection a atteint la somme de 494 575€ et est en baisse de 0,99%.

Sur le compte de résultat, les produits des tiers financeurs relèvent des concours publics (comptes 73), y compris les frais de gestion.

Les délégués aux prestations familiales (DPF)

Par arrêté du 13 août 2024, l’État via la Drieets a fixé dans sa décision d’autorisation budgétaire la dotation globale de financement (DGF) du service à 804 463€. Par mail du 4 mars 2025, la Drieets autorise d’inscrire le montant versé de la prime Ségur pour tous dans le CA 2024 sous la forme d’un produit à recevoir de 18 828€.

L’excédent de 2022 de 186 842€ est repris dans les ressources du budget d’exploitation 2024 à hauteur de 171 742€ et est affecté à des mesures d’exploitation à hauteur de 15 099€.

Les mesures d’accompagnement social personnalisé (Masp)

Les recettes liées aux mesures d’accompagnement social personnalisé (Masp) niveau 2 s’élèvent à 84 315€. Ces recettes sont issues d’un calcul en " mois/mesure " à la charge du conseil départemental des Hauts-de-Seine.

L’Institution familiale

Les recettes d’exploitation de l’Udaf 92 - Institution sont constituées par le Fonds spécial distribué par l’Unaf, soit 231 021€ sur la Part 1 et 60 068€ sur la Part 2. Les actions de la convention d’objectifs présentent pour l’année 2024 un report des fonds dédiés pour 21 785€.

Sur le compte de résultat, les comptes des parts du Fonds spécial ont été reclassés à des comptes " 743 "/" Fonds à engager " en lieu et place du compte " 755 "/" Contributions financières autres organismes ".

Les contributions financières sont des subventions non financées par des fonds publics.

Le Point conseil budget (PCB)

Une subvention de 16 854€ annuelle est attribuée au PCB labellisé sur la base d’une convention pluriannuelle de trois ans (2023 - 2025).

L’Information et soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)

Une subvention de 27 899€ par an est attribuée pour le dispositif de fonctionnement de l’Information et soutien aux tuteurs familiaux et les permanences à la ville de Puteaux ont été facturées pour 1 750€.

Le Mandat de protection future (MPF)

Aucun mandat de protection n’a été activé. En conséquence, aucune prestation n’a été facturée sur cet exercice.

La Médiation familiale

L’activité de ce service est financée par des ressources provenant d’une part de la médiation familiale " prestation de service " (y compris la médiation aidants/aidés), et d’autre part de la prise en charge d’un 0,20 ETP de médiatrice par l’Udaf 92 dans le cadre de l’action conventionnelle médiation intrafamiliale.

La CAF 92 a attribué 3,85 ETP de médiateurs familiaux.

Les recettes de cette activité se ventilent comme suit :

En " Vente de biens et services " (266 655€)

- la prestation de service de 226 815€ servie par la CAF 92 (acompte et solde estimé) ;
- les participations familiales pour 36 690€ ;
- la facturation audition des mineurs: 3 150€.

En " Subventions " (82 263€)

- la subvention de la cour d’appel de Versailles de 11 000€ ;
- les participations des communes pour les permanences pour 41 763€ ;
- la subvention du conseil départemental des Hauts-de-Seine et du CDAD 92 reconduite à 12 150€ ;
- la contribution Unaf/Udaf pour la médiation familiale " aidants/aidés " pour 17 350€ ;

En autres Produits et reprises sur provisions (9 573€)

Produits d'exploitation	TOTAL	INSTITUTION	Médiation Familiale	PJM	ISTF	DPF	MASP	PCB
Ventes de biens et services	398 985	48 015	266 655				84 315	
Produits des tiers financeurs	3 623 321	291 090	82 263	2 380 174	29 649	823 291		16 854
Autres	499 310	4 050	52	495 061		136	12	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et quote-part virée à l'investissement	48 484	38 963	9 521					
Utilisation des fonds dédiés	1 679	1 679		0		0		
Cotisations	1 674	1 674						
TOTAL	4 573 453	385 471	358 491	2 875 235	29 649	823 426	84 327	16 854

2. Le détail des financements publics

Financements publics	Etat	Collectivités territoriales	CAF92	Autres (préciser)	Total
Concours publics					
DRIETS	3 249 968				3 249 968
CAF 92			291 090		291 090
CDAD 92	3150	0			3 150
Usagers					0
SOUS TOAL	3 253 118	0	291 090	0	3 544 208
Subventions d'exploitation					
Mairies		41 763			41 763
Aides Energie					0
DDCS					0
Cour d'Appel 78	11000				11 000
CD 92		9000			9 000
UNAF CNSA				17 350	17 350
TOTAL	3 264 118	50 763	291 090	17 350	3 623 321

3. Les charges et produits exceptionnels

Dorénavant, seuls les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel seront comptabilisés en résultat exceptionnel.

Dans le modèle du compte de résultat (PCG art. 822-1 et 822-2), le résultat exceptionnel se présente comme suit :

	Année 2024	Année 2023
Produits exceptionnels (VII)		96 976
Charges exceptionnelles (VIII)		35 629
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)		61 347

- Le résultat exceptionnel ne doit enregistrer que les opérations suivantes :
- les produits et les charges directement liés à un évènement majeur et inhabituel;
 - les écritures comptables d'origine purement fiscale (par ex : amortissement dérogatoire);
 - les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales;
 - les corrections d'erreurs non imputées directement dans les capitaux propres.

La comptabilisation des sorties d'immobilisations ne sera plus inscrite en résultat exceptionnel.

Les comptes 675 et 775 sont remplacés par les comptes 657 et 757 en ce qui concerne les immobilisations incorporelles et corporelles.

Par les comptes 667 et 767 pour les immobilisations financières. Les cessions d'immobilisations ne figurent plus en résultat exceptionnel mais, selon leur nature :

- en résultat d'exploitation pour les cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles;
- en résultat financier pour les cessions d'immobilisations financières.

Les subventions d'équilibre et d'investissement

Elles voient leur compte modifié. Dans le cas d'une subvention d'investissement, la quote-part reprise chaque année au compte de résultat ne sera plus comptabilisée en compte 777 mais portée au compte 747.

Dans le cas d'une subvention d'équilibre, il conviendra désormais d'utiliser le compte 742.

Le reclassement de la charge exceptionnelle concerne principalement l'inscription directement dans le compte 645 Urssaf correspondant à un complément de cotisations pour 13 761,6€.

Le reclassement du produit exceptionnel concerne principalement l'inscription directement dans le compte 645 Urssaf correspondant à une annulation de complément de cotisations pour 14 421 €.

4. Le transfert de charges

Suppression des transferts de charges : cette technique comptable n'était plus utilisée.

Les transferts de charges viennent en atténuation du compte de charges correspondants.

	Montant
Transfert de charges de personnel (transféré au compte 6491000)	
Transfert de charges - refacturations diverses (transféré au compte 7088300)	35 167
TOTAL	35 167

LES AUTRES INFORMATIONS

1. Les contributions volontaires en nature

Le bénévolat est l'un des fondamentaux de la vie associative. Il est partiellement valorisé dans les comptes de l'Udaf 92, notamment parce que tous les bénévoles ne rendent pas leur compte rendu de mandat et leur décompte d'heures.

Cette valorisation comptable du bénévolat tient compte des contributions des bénévoles ayant répondu à nos demandes au regard de leur temps de travail et des services mis à leur disposition pour permettre leur évaluation à la valeur de " marché ". Cette mesure met en lumière les actions des représentations familiales conduites par les bénévoles (Offices Habitat, centre communal d'action sociale, CAF 92...) et permet de faire apparaître une image plus fidèle et le rayonnement réel de l'association.

Le volume d'heures des actions de bénévolat des représentants familiaux de l'Udaf 92 est de 693 heures pour l'année 2024 pour une valorisation de 8 520€ (Smic chargé).

2. Les engagements hors bilan

Les engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	34 017
part à moins d'un an	
part à plus d'un an et moins de 5 ans	
part à plus de cinq ans	
b) engagement de crédit-bail (redevances restant à payer)	
- crédit-bail mobilier	
- crédit-bail immobilier	
c) cautions données	

Les dettes garanties par des suretés réelles

Néant

L'effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	10,16
Non cadres	56,73
TOTAL	66,89

Les honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice sont de 24 120 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce) au titre de la mission légale de contrôle des comptes, y compris la régularisation sur ajustements honoraires 2023 (5 040 €)

L'information sur les rémunérations des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération ni ne bénéficient d'avantages en nature.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

- Suite au changement de logiciel, la présentation de certains comptes du bilan et du compte de résultat 2023 est différente et portent sur :
- les dettes fournisseurs, dettes sociales, fiscales et autres dettes ;
 - les salaires et traitements et charges sociales ;
 - les contributions financières 2023 qui ne sont pas reprises.

Les budgets prévisionnels 2025
par service

BUDGETS 2025										
SERVICES	Actions familiales		SMPJM			Service DPF-MASP-PCB			UDAF 92	
	Institution	Médiation	SMPJM	ISTF	MPF	DPF	MASP	PCB	TOTAL	
2024					Pas de mesure activée					
			1365			300				
			1 150			200				
			1 145			200	20			
	436 038	355 553	2 898 568	31 530		976 206	81 365	16 854	4 796 114	
	520 908	352 113	2 901 659	28 540	0	940 906	86 006	16 854	4 846 986	
	95 670			25 473					121 143	
	436 038	355 553	2 898 568	31 530		804 463	81 365	16 854	4 624 371	
	570 759	342 957	2 765 802	28 540	0	804 463	87 626	16 854	4 617 001	
	49 851	-9 156	127 766	0	0	171 743			299 509	
		-135 857	0	0	-147 699	1 620	0	-241 241		
		-8 091			24 044			15 953		
		157 264			3 688			160 952		
		18,34			20,38					
		18,00			21,00					
2025										
	497 344	345 068	3 120 662	30 821	0	955 826	87 922	18 856	5 056 499	
	95 670			25 473					121 143	
	497 344	345 068	2 947 572	30 821	0	850 990	87 922	18 856	4 778 573	
	95 670			25 473					121 143	
			173 090			104 836			277 926	
			1 151			200	20		0	
		19,77			20,51					
	2,9	5,05	48,65	0,40	0,00	14,37	1,72	0,24	73	
			3245,12			3243,77				
			23,66			13,92				
			11,64			19,42				

Notes

This image shows a full page of a document template designed for handwritten notes or essays. It features approximately 30 evenly spaced, horizontal grey lines across the entire width of the page. The lines are thin and light, providing a guide for writing without being distracting. There are no margins, headers, footers, or other markings present on the page.

Notes

[illegible]

Conception et réalisation : UdaF des Hauts-de-Seine
10 bis, avenue du Général Leclerc
92210 Saint-Cloud

Crédit photos : Adobe Stock

Impression : ESAT COTRA
7, rue Georges Besse
78330 Fontenay-le-Fleury
Mai 2025



10 bis avenue du Général Leclerc - 92210 Saint-Cloud
Tél. 01 41 12 83 60

Pour accéder à notre site internet,
scannez le QR Code ou sur www.udaf92.fr





Audit - Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DES HAUTS DE SEINE « UDAF 92 »

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Déclaration le 23 février 1967 à la préfecture des Hauts-de-Seine
(n°64000610)

Siège : 10 bis Avenue du Général Leclerc
92210 SAINT-CLOUD

SIREN : 785 443 482

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

UDAF DES HAUTS-DE-SEINE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Déclaration le 23 février 1967 à la préfecture des Hauts-de-Seine
(n°64000610)

Siège : 10 bis Avenue du Général Leclerc
92210 SAINT-CLOUD

SIREN : 785 443 482

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**UDAF des Hauts-de-Seine** à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3.3 « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'application anticipée du règlement de modernisation des états financiers ANC 2022-06 du 4 novembre 2022.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-dessus, le paragraphe 3.3 « changement de méthode comptable » de l'annexe expose les changements survenus au cours de l'exercice résultant de la première application du règlement ANC 2022-06 du 04 novembre 2022.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH

A C T I F	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	126 511,66	-115 142,67	11 368,99	1 200,00
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	116 600,00		116 600,00	116 600,00
Constructions	890 278,98	-760 084,05	130 194,93	157 260,18
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	498 312,98	-418 465,75	79 847,23	100 434,42
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	2 051 980,00		2 051 980,00	2 051 980,00
Autres titres immobilisés	889 949,80	-68 250,00	821 699,80	858 449,80
Prêts				1 031,89
Autres immobilisations financières	46 308,00		46 308,00	46 308,00
TOTAL I	4 619 941,42	-1 361 942,47	3 257 998,95	3 333 264,29
Comptes de liaison				
Comptes de liaison (1)				
Comptes de liaison				
TOTAL II				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de productions (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 020,00		1 020,00	1 020,00
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	17 155,00		17 155,00	22 637,00
Autres créances	797 805,50		797 805,50	452 025,34
Charges constatées d'avance	26 320,61		26 320,61	24 473,49
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	1 496 222,05		1 496 222,05	1 387 703,00
Disponibilités				
Disponibilités	1 938 145,50		1 938 145,50	2 218 444,13
TOTAL III	4 276 668,66		4 276 668,66	4 106 302,96
Comptes de Régularisation				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion (actif)				
Ecart de conversion (actif)				
TOTAL IV				
TOTAL GENERAL	8 896 610,08	-1 361 942,47	7 534 667,61	7 439 567,25

(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement ou service entre cet établissement les autres établissements et services concernés.

(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :

(3) Dont créances mentionnées à l'article R. 314-96 du CASF

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
Fonds propres			
Fonds associatifs sans droit de reprise			
Fonds associatifs sans droit de reprise		3 272 177,65	3 272 177,65
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Dons et legs			
Subventions d'investissement sur biens renouvelables			
Réserves			
Excédents affectés à l'investissement			
Réserves de compensation			
Excédents affectés à la couverture besoin fonds roulement		720 534,67	720 534,67
Autres réserves		811 392,51	814 492,51
Report à nouveau			
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		551 767,83	461 525,34
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs			
Résultat sous contrôle tiers financeurs		593 072,82	698 197,55
Dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)		21 544,34	-17 978,24
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		17 467,73	21 993,00
Provisions réglementées			
Couverture du besoin en fonds de roulemen			
Amortissements dérogatoires et prov renouvellement immobilisation:			
Réserves des plus-values nettes d'actif			
Immobilisations grevées de droits			
TOTAL I		5 987 957,55	5 970 942,48
Comptes de liaison			
Comptes de liaison			
Comptes de liaison			
TOTAL II			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		2 556,00	
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		368 415,44	396 791,93
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		106 266,93	86 161,04
TOTAL III		477 238,37	482 952,97
Dettes (3)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (3)			
Emprunts et dettes financières divers (3)			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Redevables créditeurs			
Dettes fournisseurs et acomptes rattachés (4)		79 226,78	24 135,12
Dettes sociales et fiscales		692 571,07	671 345,88
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes (5)		297 673,84	290 190,80
Produits constatés d'avance			
TOTAL IV		1 069 471,69	985 671,80
Comptes de régularisation			
Ecart de conversion (passif)			
Ecart de conversion (passif)			
TOTAL V			
TOTAL GENERAL		7 534 667,61	7 439 567,25

(1) Dont compte 1201 : et compte 1291 : : résultats sous contrôle de tiers financeurs
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :
(3) En particulier : cautions versés par les résidents à leur entrée dans l'établissement
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :
(5) Dont fonds des majeurs protégés :

Compte de résultat

CONSOLIDE TOUS SERVICES

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	1 674,30	0,04	1 674,00	0,05	0,30	0,02
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	398 985,26	9,68	337 660,97	9,22	61 324,29	18,16
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	398 985,26	9,68	337 660,97	9,22	61 324,29	18,16
Concours publics et subvt ^e exploitation	4 122 421,92	100,00	3 663 784,92	100,00	458 637,00	12,52
Subventions d'exploitation						
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	4 122 421,92	100,00	3 663 784,92	100,00	458 637,00	12,52
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	43 959,49	1,07	30 583,49	0,83	13 376,00	43,74
Produits cessions immobilisations incorporelles et corporell			200,00	0,01	-200,00	-100,00
Utilisations des fonds dédiés	1 679,36	0,04	78 752,99	2,15	-77 073,63	-97,87
Autres produits	4 733,61	0,11	310 209,55	8,47	-305 475,94	-98,47
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	4 573 453,94	110,94	4 422 865,92	120,72	150 588,02	3,40
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	913 149,37	22,15	879 255,57	24,00	33 893,80	3,85
Impôts, taxes et versements assimilés	336 511,47	8,16	332 955,91	9,09	3 555,56	1,07
Salaires et traitements	2 315 541,83	56,17	2 285 310,11	62,38	30 231,72	1,32
Charges sociales	993 210,98	24,09	935 464,95	25,53	57 746,03	6,17
Dotations aux amortissements	63 329,96	1,54	58 654,52	1,60	4 675,44	7,97
Autres charges	9 863,17	0,24	12 321,58	0,34	-2 458,41	-19,95
Dotations aux provisions	18 139,00	0,44	33 025,00	0,90	-14 886,00	-45,07
Valeur comptable immo incorporelles et corporelles cédées						
Report en fonds dédiés	21 785,25	0,53	86 161,04	2,35	-64 375,79	-74,72
Aides financières	29 102,13	0,71	25 219,27	0,69	3 882,86	15,40
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	4 700 633,16	114,03	4 648 367,95	126,87	52 265,21	1,12
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-127 179,22	-3,09	-225 502,03	-6,15	98 322,81	-43,60
Produits financiers						
Produits financiers de participations	136 839,66	3,32	184 463,79	5,03	-47 624,13	-25,82
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	73 578,93	1,78	33 190,95	0,91	40 387,98	121,68
Autres intérêts et produits assimilés	471,75	0,01			471,75	
Reprises/provisions et transfert de char			590,75	0,02	-590,75	-100,00
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	210 890,34	5,12	218 245,49	5,96	-7 355,15	-3,37
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions	36 750,00	0,89	31 500,00	0,86	5 250,00	16,67
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.			12 884,72	0,35	-12 884,72	-100,00
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	36 750,00	0,89	44 384,72	1,21	-7 634,72	-17,20
RESULTATS FINANCIERS	174 140,34	4,22	173 860,77	4,75	279,57	0,16
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	46 961,12	1,14	-51 641,26	-1,41	98 602,38	-190,94
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			96 775,50	2,64	-96 775,50	-100,00
Sur opération en capital						
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V			96 775,50	2,64	-96 775,50	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion			35 628,95	0,97	-35 628,95	-100,00
Sur opération en capital						
Dotation aux amortissements et aux prov.						

Compte de résultat

CONSOLIDE TOUS SERVICES

Arrêté au :		31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI			35 628,95	0,97	-35 628,95	-100,00	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			61 146,55	1,67	-61 146,55	-100,00	
Participation des salariés							
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII							
Impôts sur les bénéfices	25 416,78	0,62	27 483,53	0,75	-2 066,75	-7,52	
TOTAL VIII	25 416,78	0,62	27 483,53	0,75	-2 066,75	-7,52	
PRODUITS	4 784 344,28	116,06	4 737 886,91	129,32	46 457,37	0,98	
CHARGES	4 762 799,94	115,53	4 755 865,15	129,81	6 934,79	0,15	
Total XI							
Eng.à réaliser sur ressources affectés							
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs							
TOTAL XI							
EXCÉDENT OU DÉFICIT	21 544,34	0,52	-17 978,24	-0,49	39 522,58	-219,84	
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée							

Compte de résultat

CONSOLIDE TOUS SERVICES

Arrêté au :		31/12/2024	31/12/2023		Variation	
		Montant	%	Montant	%	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature		8 525,00	0,21			8 525,00
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS		8 525,00	0,21			8 525,00
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole		8 525,00	0,21			8 525,00
CONTRIBUTIONS CHARGES		8 525,00	0,21			8 525,00

ASSOCIATION UDAF 92
10 bis avenue Général Leclerc
92 210 SAINT-CLOUD

ANNEXE

Table des matières

1	Préambule	3
2	Présentation de l'association et de ses activités	3
2.1	Présentation de l'entité	3
2.2	Faits significatifs	4
3	Règles et méthodes comptables	5
3.1	Principes comptables	5
3.2	Dérogations aux principes comptables	6
3.3	Changements de méthode comptable	6
3.4	Principales méthodes utilisées	6
3.4.1	Agrégation des comptes annuels	6
3.4.2	Immobilisations incorporelles et corporelles	7
3.4.3	Immobilisations financières	7
3.4.4	Créances et dettes	7
3.4.5	Valeurs mobilières de placement (VMP)	7
3.4.6	Provisions pour Indemnités de fin de carrière	7
3.4.7	Provision pour gros entretien	8
3.4.8	Fonds dédiés	8
4	Informations relatives au bilan	9
4.1	Actif	9
▪	Tableau des immobilisations	9
4.1.1	Tableau des amortissements	10
4.1.2	Tableau des dépréciations	11
4.1.3	État des créances	11
4.1.4	Détail des produits à recevoir	12
4.1.5	Évaluation des valeurs mobilières de placement	13
4.1.6	Disponibilités	13
4.1.7	Détail des charges constatées d'avance	14
4.2	Passif	15
4.2.1	Variation des fonds propres	15
4.2.2	Tableau de Variation des subventions d'investissements	15

4.2.3	Report à nouveau	176
4.2.4	Détermination du résultat effectif global	17
4.2.5	Résultat effectif des établissements ou catégories d' établissements	17
4.2.6	Réserve pour projet de l'entité.....	18
4.2.7	Tableau de suivi des fonds dédiés par projets	18
4.2.8	Tableau des provisions pour risques et charges /État des dettes.....	18
4.2.	État des dettes / Détail des charges à payer.....	20
4.2.9	Détail des produits constatés d'avance	211
5	Informations relatives au compte de résultat.....	21
5.1	Détail des produits d'exploitation.....	21
b	Activité délégués aux prestations familiales (DPF)	21
c.	Activité mesures d'accompagnement social et personnalisé (MASP)	21
d	Activité Institution	21
e.	Point conseil budget.....	22
f.	Information et soutien aux tuteurs familiaux	22
g	Mandat de protection future.....	22
h.	Médiation familiale	22
5.2	Détail des financements publics	23
5.3	Charges et produits exceptionnels	23
5.4	Transfert de charges	23
6	Autres informations.....	24
6.1	Contributions volontaires en nature	24
6.2	Engagements hors bilan	24
6.2.1	Engagements financiers	24
6.2.2	Dettes garanties par des suretés réelles	25
6.3	Effectif moyen	25
6.4	Honoraires du commissaire aux comptes	25
6.5	Information sur les rémunérations des dirigeants.....	25
6.6	Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre	25

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 7 534 668€
- Total du compte de résultat (Produits) 4 784 344€
- Résultat de l'exercice (Excédent) 21 544€

L'exercice a une durée de 12 mois, concerne la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'entité

L'Udaf des Hauts-de-Seine a été créée le 23 janvier 1973. Ses missions principales sont de :

- Donner avis aux pouvoirs publics
- Représenter les familles et défendre les familles et leurs intérêts matériels et moraux ;
- Gérer des services d'intérêt familial à la demande des pouvoirs publics
- Ester en justice

Le siège de l'Udaf des Hauts-de-Seine est situé au 10 bis, avenue du Général Leclerc à Saint-Cloud (92210).

L'activité de l'Udaf des Hauts-de-Seine est répartie comme suit :

- **Pôle " Institution Familiale "**

- Les actions de l'Institution

- **Pôle « Famille et Parentalité »**

- Les actions de médiation familiale (Conflits familiaux, séparation, divorce, ..., Aidants/aidés, intrafamiliales)
- Les actions conventionnelles

- **Pôle " Protection de l'enfance et accompagnement "**

- Le service DPF " Aide à la gestion du budget familial " (AGBF)
- La Mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP)
- Le Point conseil budget (PCB)

- **Pôle " Protection Juridique des Majeurs "**

- Le service de la Protection juridique des majeurs (MJPM)
- L'Information et le soutien aux tuteurs familiaux (ISTF)
- Le Mandat de protection future (MPF)

2.2 Faits significatifs

- **La Prime Ségur pour tous**

Le personnel exclu du Ségur en a bénéficié dès juillet 2024 conformément à l'accord du 4 juin 2024 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024.

La DRIETS a fait parvenir à l'Udaf des Hauts-de-Seine un mail daté du 4 mars 2025 demandant à ce que le montant versé à ce titre soit inscrit sous la forme d'un produit non-perçu/produit à recevoir.

- **L'octroi d'une enveloppe exceptionnelle 2024 pour des mesures d'exploitation non pérennes de 191 597€ en plus du budget d'exploitation du service mandataire judiciaire à la protection des majeurs.**

- **Le départ de la directrice du service MPJM, l'absence prolongée de la directrice générale pour maladie et de la responsable qualité**

La directrice du service MJPM a quitté l'Udaf des Hauts-de-Seine en avril 2024.

Elle a été remplacée en interne par l'adjointe de direction du service.

La directrice générale est arrêtée depuis le 11 octobre 2024 pour maladie. Son intérim.

L'organisation principale mise en place et les délégations ont été formalisées en réunion extraordinaire des personnels-cadres, en présence du président et de la directrice, le 30 octobre 2024. Cette organisation est la suivante :

- Pilotage par le président en lien avec la directrice générale (à distance) ;
- Préparation et animation des instances de gouvernance, commissions par le président et le service de l'Institution familiale.
- Délégations de pouvoir et de signature provisoires :
 - à la responsable administrative et financière Laurence Allanche,
 - à la directrice de service PJM, Lidia Ould-Yahoui,
 - à la cheffe de service DPF Valérie Felizardo.

Estelle Lapeyre, responsable d'antenne de Bagneux et de qualité, est partie le 13 décembre 2024 et sa mission qualité/évaluation n'a pas été pourvue à ce jour.

- **La Migration EIG**

La migration de la paie vers notre nouveau logiciel a nécessité la mise en place d'une passerelle avec notre SIRH « KELIO », une opération qui s'est révélée particulièrement complexe.

Par ailleurs, la phase de transition opérationnelle prévue pour 2025 a été prolongée en raison des délais nécessaires à l'établissement du paramétrage et à la mise en œuvre des modules de comptabilité et d'immobilisations. L'intégration des balances des reprises d'à nouveau s'est déroulée en deux étapes :

- un premier import de la balance d'ouverture 2023, enregistré au 31/01/2024 dans un journal d'ANV,
- puis un second import de cette même balance au 31/12/2023.

La gestion des données bancaires a représenté un autre défi majeur. Elle a exigé, en amont, la migration de la plateforme "Suite Entreprise", suivie de la récupération des fichiers CFON nécessaires à l'importation des écritures bancaires et à la mise en place des rapprochements bancaires dématérialisés.

Enfin, la reprise des données des fiches d'immobilisations a été menée à bien avec succès.

- **L'autorisation tacite du Service DPF**

La DRIETS Ile-de-France, nous a informés dans un courriel du 9 décembre 2024, la que l'autorisation du service DPF bénéficiait à compter du 5 octobre d'un renouvellement tacite pour 15 ans.

- **La préparation de l'évaluation externe et sa réalisation :**

La DRIETS UD 92 a enjoint l'Udaf des Hauts-de-Seine à déposer une demande de renouvellement de l'autorisation pour son service mandataire à destination des majeurs protégés.

Dans ce contexte exigeant, l'Udaf des Hauts-de-Seine a choisi, dès la fin novembre 2024, de solliciter l'accompagnement du cabinet « Eliane Conseil » afin de préparer au mieux ses équipes à l'évaluation. Ce soutien s'est décliné sous plusieurs formes, sur une période de cinq jours jusqu'à la fin de l'année 2024 :

- Accompagnement collectif des cadres, des professionnels et des usagers sélectionnés ;
- Suivi individualisé, à la fois sur site et à distance, de l'équipe d'encadrement et de la direction ;
- Aide à la formalisation d'outils, en collaboration avec les professionnels participants, avec l'appui du cabinet conseil.

Cette démarche préparatoire a permis de répondre de manière pertinente aux exigences, avec un rendu final dès la fin janvier. L'organisme CELAE, habilité par le COFRAC, a été retenu pour réaliser l'évaluation externe et a rendu un rapport favorable fin février 2025.

À partir d'avril 2025, l'Udaf des Hauts-de-Seine relance également la formation sur l'outil AGEVAL, avec une montée en compétence vers la version experte, afin d'optimiser la gestion documentaire et de faciliter la déclaration des événements indésirables.

- **Le litige salarial**

La salariée a été déboutée de sa demande d'indemnité de licenciement sans cause réelle et sérieuse par un jugement du 3 septembre 2024 notifié à l'Udaf des Hauts-de-Seine le 12 septembre 2024 du Conseil des Prud'hommes de Boulogne. La salariée a interjeté appel auprès de la cour d'Appel de Versailles le 10 Octobre 2024.

2.3 Évènements postérieurs à la clôture

NEANT

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été réalisée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- Règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- Nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.
- Application par anticipation du règlement n°2022-06 du 04 novembre 2022 modifiant le Règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général
- Règlement ANC 2023-05 - Solutions informatiques

3.2 Dérogations aux principes comptables

L'excédent de la section d'activité « ISTF » accumulé entre 2017 et 2023, d'un montant de 25 389 €, fera l'objet d'un ordre de reversement émis par la DRIEETS, afin de récupérer les crédits correspondants.

Désormais, le compte d'exploitation de l'activité ISTF doit impérativement être présenté à l'équilibre. Aucune dérogation aux principes comptables n'est désormais autorisée.

3.3 Changements de méthode comptable

L'association UDAF 92 a décidé d'anticiper au titre de l'exercice 2024 le règlement ANC 2022-06 qui a redéfinit le résultat exceptionnel, supprimé les transferts de charges et modifier le plan comptable. Cette modification constitue un changement de méthode comptable. Il a été inscrit en annexe en transfert de charges et résultat exceptionnel les comptes qui ont été modifiés.

À compter de l'exercice 2024, les coûts liés aux solutions informatiques incluent :

- la configuration,
- le paramétrage,
- l'adaptation et la modification du code source,
- ainsi que la création de codes additionnels nécessaires à leur utilisation et ce, quel que soit le mode d'hébergement ou d'utilisation retenu.

Conformément à la réglementation comptable (ANC, règlement 2023-05, art. 1er, 2° ; PCG art. 611-6 modifié, R 4), ces coûts sont désormais immobilisés et amortis sur une durée de trois ans.

3.4 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.4.1 Agrégation des comptes annuels

L'association assure la gestion de plusieurs établissements et services, répartis en deux catégories : ceux soumis à un contrôle externe (gestion contrôlée) et ceux relevant d'une gestion autonome (gestion libre). Une liste détaillée des établissements par catégorie peut être établie à cet effet.

Activités en gestion libre :

- Institution
- Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)
- Point Conseil Budget (PCB)
- Médiation Familiale
- Mandat de Protection Future
- ISTF.

Activités en gestion contrôlée :

- Protection juridique des majeurs protégés
- Délégués aux Prestations Familiales

L'ensemble des établissements et services est suivi au moyen d'une comptabilité analytique.

Les comptes de résultat des structures soumises au contrôle des autorités compétentes sont présentés à titre provisoire, en attente de leur validation définitive par les organismes de tutelle.

Le résultat comptable global de l'entité correspond à la somme des résultats des différents établissements et services. Il résulte d'une compensation entre les déficits de certains et les excédents d'autres.

Cependant, en raison des modalités de financement spécifiques de certains établissements ainsi que de leur autonomie budgétaire et administrative, les résultats de ces structures ne peuvent être compensés d'un point de vue économique.

Les résultats détaillés par établissement sont présentés dans le tableau de la note 4.2.4.

3.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, comprenant le prix d'achat majoré des frais accessoires, ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la base du coût d'acquisition ou de production, et appliqués selon les durées d'usage définies pour chaque catégorie d'immobilisation.

Nature de l'immobilisation	Durée
Logiciel	1 à 2 ans
Constructions	20 à 25 ans
Installations générales, agencements, aménagements	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	10 ans
Agencements et aménagements divers	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.4.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.4.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

3.4.5 Valeurs mobilières de placement (VMP)

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition. Un tableau détaille les plus et moins-values latentes par nature de VMP.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes viennent déprécier la valeur brute du placement financier.

3.4.6 Provisions pour Indemnités de fin de carrière

L'engagement pour IFC est évalué selon les hypothèses suivantes :

Paramètres économiques :

L'augmentation annuelle des salaires :

- 2,00% Constant pour la catégorie : Cadres
- 1,00% Constant pour la catégorie : Employés

Le taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds est de : 3.38 % (inflation comprise).

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à :

- 65 ans pour la catégorie : Cadres
- 64 ans pour la catégorie : Employés

Le taux de rotation retenu est :

- Moyen pour la catégorie : Cadres
- Moyen pour la catégorie : Employés

Le taux de charges sociales patronales est :

- 56 % pour la catégorie : Cadres
- 56 % pour la catégorie : Employés

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Paramètres techniques :

- L'année des calculs retenue est 2024.
- La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2016-2018 - données def.
- La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provisions pour charges : 349 674 €

3.4.7 Provision pour gros entretien

Aucun mouvement sur l'exercice.

3.4.8 Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice		Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	112 337	14 174			126 511
	112 337	14 174	0	0	126 511
Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	116 600				116 600
Constructions	Sur sol propre	466 400			466 400
	Installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	423 879			423 879
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et informatique	338 675	9 004		347 679
	Mobilier	147 966	2 668		150 634
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations					
	1 493 520	11 672	0	0	1 505 192
Participations et créances rattachées à des participations	2 051 980				2 051 980
Autres titres immobilisés	889 950	0			889 950
Prêts	1 032	0	1 032		0
Autres immobilisations financières	46 308				46 308
	2 989 270	0	1 032	0	2 988 238
TOTAL GENERAL	4 595 127	25 846	1 032	0	4 619 941

4.1.2 Tableau des amortissements

Montant des IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES amortissements à l'ouverture de l'exercice			Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Autres immobilisations incorporelles	111 537	3 605			115 142
		111 537	3 605	0	0	115 142
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains					
	Constructions					
	Sur sol propre	338 917	21 304			360 221
	Sur sol d'autrui					
	Installations techniques, matériel et outillage					
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	394 102	5 761		399 863
		Matériel de transport				
		Matériel de bureau et informatique	260 167	27 808		287 975
		Mobilier	126 040	4 450		130 490
		1 119 226	59 324	0	0	1 178 550
	TOTAL GENERAL	1 230 763	62 929	0	0	1 293 692

4.1.3 Tableau des dépréciations

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières	31 500	36 750		68 250
	Stocks et en-cours					
	Créances clients et usagers (familles, élèves)					
	Autres créances					
	Valeurs mobilières de placement					
	TOTAL		31 500	36 750		68 250
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation					
	financières		31 500	36 750		68 250
	exceptionnelles					

4.1.4 État des créances

CREANCES		ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	2 051 980		2 051 980
Autres titres immobilisés	889 949		889 949
Prêts			0
Autres immobilisations financières	46 308	0,00	46 308,00
Sous-total créances de l'actif immobilisé	2 988 237		2 988 237
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	17155	17155	
Créances reçues par legs et donations			
Autres créances	797 805	797 805	
Charges constatées d'avance	26 321	26 321	
Sous-total créances de l'actif circulant	841 281	841 281	
TOTAL CREANCES	3 829 518	841 281	2 988 237
- Prêts accordés en cours d'exercice	0		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 032		

Dans l'ancien nomenclature Bilan salari'or à fin 2023, Les compte 4287Lejeune IJ Trop versé de 54.70 et 46713000 PJM Dotation Globale de 0.31 étaient positionnées en créances de l'actif circulant.

4.1.5 Détail des produits à recevoir

Date	Libellé principal	Montant
31/12/24	Remboursement à recevoir des salariés	466
31/12/24	Indemnités journalières CPAM à recevoir	19 413
31/12/24	Primes Ségur MPJM et DPF	128 200
31/12/24	URSSAF - DOETH 2023	5 360
31/12/24	Remboursement à recevoir des salariés	11 575
31/12/24	Mairie de Puteaux	3 850
31/12/24	Frais de gestion à recevoir	2 174
31/12/24	Mairie de Suresnes	897
31/12/24	Mairie de Colombes	2 695
31/12/24	Tribunal judiciaire	1 890
31/12/24	Médailles de la famille	1 152
31/12/24	UNAF FONDS SPECIAL SOLDE 2024	122 479
31/12/24	CSE Mise à disposition	1 280
31/12/24	Produits financiers KYANEOS 4 TR 2024	1 880
31/12/24	Intérêts Livret Association BPVF	19 553
31/12/24	Produits financiers PIERRE EXPANSION 4 TR 2024	1 798
31/12/24	Produits financiers SELECTIPIERRE 4 TR 2024	2 366
31/12/24	Produits financiers SCPI PIERVAL N 4 TR 2024	2 885
31/12/24	Produits financiers SCPI PRIMOVIE 4 TR 2024	3 273
31/12/24	Intérêts 2024 CSL Société générale	392
31/12/24	Intérêts 2024 épargne compte 205 4tr 2024	6 925
31/12/24	CDAD Solde Subvention 2024	1 050
31/12/24	Versement UNAF à recevoir PS MF aidants aidés	17 350
31/12/24	CAF 92 Subvention d'investissement	9 090
31/12/24	UNAF / Mise à disposition DIR UDAF 77	15 611
31/12/24	Subvention Asnières à recevoir	4 500
31/12/24	Intérêts courus Valeurs mobilières de placement	44 422
	TOTAL	432 525

4.1.6 Évaluation des valeurs mobilières de placement : 1 496 222€

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture de l'exercice	Intérêts courus	Plus-value	Moins-value latente
SCPI Pierval Santé	150 000,00	150 000,00	-		
BNP CNL	300 000,00	300 000,00	14 442,00		
Parts A1 Fonds ARCHIVEST LBO	53 000,00	53 000,00	-		
CAT Money Bank	650 000,00	676 838,00	26 838,00		
Contrat de capitalisation ORADEA	298 800,00	302 549,00	3 142,00		
Total	1 451 800,00	1 482 387,00	44 422,00	-	

Ce poste comprend :

- un montant total de placements de 1 451 800€ sur des supports à moyen et long terme ;
- les intérêts courus des comptes à terme estimés à 44 422€ au 31 décembre 2024 ;

4.1.7 Disponibilités

Les disponibilités se montent à 1 938 145€ et elles se décomposent ainsi :

- les comptes financiers de majeurs protégés sans ouverture de comptes individuels pour 93 790€ ;
- les comptes des familles accompagnées au service DPF pour une valeur de 153 987€ avec l'équivalent en dettes ;
- la trésorerie propre de nos comptes bancaires et de la caisse pour une valeur de 1 690 368€.

4.1.8 Détail des charges constatées d'avance

Libellé principal	Date	Montant
LE CEDRE 01/25 A 31/03/25	25/01/2024	168
LANDY 01 2025	19/02/2024	271
BE API 01/01/25 A 28/02/25	12/06/2024	93
ASH SIEGE 01 A 06/25	19/06/2024	78
LPS TALLY 01/01/2025 A 30/6/2025	01/07/2024	347
HUGUET PORTAIL 01/01/25 A 30 6/25	09/07/2024	344
OVH HEBERGEMENT 01/01/25 A 31/07/25	20/08/2024	55
HUGUET PORTILLON 01/01/25 A 30/09/25	03/10/2024	426
LE MONDE 01 A 14/11/25	16/10/2024	410
LEFEBVRE DALLOZ JURIS ASSO	13/11/2024	369
XELIANS 01/2025 A 11/2025	27/11/2024	4 404
LE FIGARO 01/25 A 19/11	30/11/2024	363
RESERV CAEN JOURNEE UDAF URAF 03 2025	01/12/2024	286
BOUYGUES 01 A 20/01/2025	20/12/2024	24
ALLIANZ IARD CT 58486955	23/12/2024	8 438
RESOLUO PRO ENVERGURE 2025 AXA	23/12/2024	1 248
SERES 01 A 11/25	23/12/2024	70
AIG GESTION RC DIRIGEANTS 2025 RD00308394S	23/12/2024	1 366
ABEILLE RISQ PRO DU CE 2025 CT 77621688	26/12/2024	100
POLE ASSUR MMA RISK 144726616 2025 RC	26/12/2024	6 394
MAILEVA PRIVILEGE 01/01/25 A 13/12/25	31/12/2024	345
DALLOZ ACTU JURIDIQUE FAMILLE 2025	31/12/2024	426
DALLOZ AVANCE ELMET PAYE	31/12/2024	298
TOTAL		26 321

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	3 272 178				3 272 178
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 535 027	-3 100,00		0	1 531 927
Dont réserves DPF	215 670				215 670
Dont réserves MJPM	504 865				504 865
Report à nouveau	1 159 722	-14 878		-4	1 144 840
Dont Reports à nouveau DPF	262 919	-37 421			225 498
Dont Report à nouveau MPJM	435 279	-67 704			367 575
Excédent ou déficit de l'exercice	-17 978	17 978	21 544	0	21 544
Dont résultat DPF			-87 873		-87 873
Dont résultat MJM			5 905		5 905
Situation nette	5 948 949	0	21 544	-4	5 970 489
Subventions d'investissement	21 993			-4 525	17 468
Provisions réglementées					
TOTAL	5 970 942	0	21 544	-4 529	5 987 957

4.2.2 TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant global	Augmentations	Diminutions	Montant global
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens	21 993			21 993
TOTAL	21 993			21 993
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens			-4 525	-4 525
TOTAL	21 993		-4 525	17 468

4.2.3 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau sans droit de reprise	461 525	90 243	0	551 768
Report à nouveau gestion libre (110 - 119)	501 119	104 666,87		605 786
Dépenses refusées (119)	-39594	-14 424		-54 018
Report à nouveau sous contrôle de tiers	698 198	-53 765	51 360	593 073
Report à nouveau (1150 - 11590)	932 031		51 360	880 671
Charges rejetées	-41 593	-760		-42 353
Charges dont la prise en compte est différée	-192 240	-53 005		-245 245
TOTAL	1 159 723	36 477	51 360	1 144 840

4.2.4 Détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice 2024	Exercice 2023		
		Approuvé	Retraitements	Retraité
RESULTAT COMPTABLE	21 544	-17 978		
Reprise du résultat antérieur	335 695	383 047		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL y compris variation CP	347 443	407 650		
Dont résultat effectif sous gestion propre	103 511	87 144		
Institution	102 052	91 905		
ISTF	0	0		
Médiation familiale	2 277	262		
MASP	47	-5 566		
PCB1	-865	656		
MPF	0	-113		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-81 967	320 507		
MJAGBF	-87 873	108 182		
PJM	5 906	212 326		

4.2.5 Résultat effectif des établissements ou catégories d'établissements

RESULTAT PAR ETABLISSEMENT ESMS	Résultat comptable N	Reprises excédents ou déficits antérieurs	Variation CP	Report à nouveau effectué en application du 1° du I de l'article R. 314-51 du CASF
MJAGBF	-87 873	174 175	351	86 653
PJM	5 906	161 520	-10 147	157 279
Total gestion contrôlée	-81 967	335 695	-9 796	243 932

4.2.6 Réserve pour projet de l'entité

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat) N-1	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice	Affectation résultat 2024
Développement des associations familiales	10 750,00		3 100,00		7 650,00	6 000,00
Animation et appui aux associations adhérentes	20 000,00				20 000,00	
Maintien des actions de soutien à la parentalité	50 000,00				50 000,00	
Développement d'actions au service de la représentation/défense des familles	10 000,00				10 000,00	
Appui au développement des équipements et des technologies	28 074,00		-		28 074,00	
Développement d'actions ponctuelles en faveur des personnes vulnérables	20 000,00				20 000,00	
TOTAL	138 824,00	-	3 100,00	-	135 724,00	6 000,00

4.2.7 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets¹

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	A la clôture de l'exercice	
	Approuvé		Montant global	Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation					
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS (Mise en œuvre RGPD/DPO/Evaluation externe)	16 000	0	0	16 000	
Contributions financières d'autres organismes	70 161	21 785	1 679	90 267	
Développer et animer des ateliers de soutien à la parentalité	12 708	0	1 679	11 029	
Développer des ateliers de parole et de soutien pour les enfants de parents isolés	57 453	21 785	0	79 238	
Ressources liées à la générosité du public					
Total	86 161	21 785	1 679	106 267	

Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
Provisions pour risques				
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	361 740	15 583	27 648	349 675
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges	35 053		16 311	18 741
TOTAL	396 792	15 583	43 959	368 416
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		15 583	43 959	
- financière				
- exceptionnelle				

4.2.8 État des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (1)				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	79 227	79 227		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	692 571	692 571		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	297 674	297 674		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 069 472	1 069 472	0	0
(1) Montants :				

Détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montants
1/ Fournisseurs factures non parvenues	
PORCHER Associés Litige salarié	800
KAMAL Ydir Prestations 2ème semestre	2 160
Maître GALERA Prestations 2024	6 000
BAKERTILLY Audit 2024	11 448
JEGARD Créatis prestations 2024	3 446
DERMIENS Sandra Prestations ateliers paroles	480
DALLOZ Abonnement 2024 - Avance 2025	757
2/ Personnel	
Salarié sortant - reliquat prime sécur	27
Médiatrice - Médaille du travail	2 995
Litige salarié - Régularisations	2 788
CDD - Prime précarité	2 186
Forfait cadres - JRS non pris	3 712
Part patronale Tickets restaurants 12/2024	6 106
Frais de déplacements décembre 2024	3 830
Salarié cadre - Prime mission à reverser	6 271
Déléguée aux prestations - Médaille du travail	1 644
3/ Dettes concernant les congés payés	
Montant brut congés payés	194 880
Montant charges sociales congés payés	106 243
4/ Autres charges à payer	
Frais de bénévoles	243
Etat - Impôt sur les sociétés sur les placements	21 153
REPORT SUBVENTION 2023 SUR 2024	703
LOGISSIMO 12	188
LA POSTE 12	2 686
LE POSTE 12 2024 BAGNEUX	1 544
TOTAL ENERGIE ESTIM 10/11 A 31/12	4 500
SEOP ESTIM 10 A 12/2024	2 800
TOTAL ENERGIE 17/11 A 31/12/24	4 762
COTISATION URAF 2024	321
REVERST 10 % FONDS SPECIAL 2024	23 102
CANAL EBICS 12	53
REMBOURSEMENT DGF 2022	8 339
FRAIS GESTION COMPTE 4EM TRIM 24	1 215
Total	427 382

4.2.9 Détail des produits constatés d'avance

Détail des produits	Montants
NEANT	
TOTAL	-

5 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1 Détail des produits d'exploitation

a. Activité protection juridique des majeurs (PJM)

Par arrêté du 22 août 2024, l'État via la DRIEETS, Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités a fixé dans sa décision d'autorisation budgétaire la dotation globale de financement (DGF) du service à 2 270 802 €. Par mail du 04/03/2025, la DRIEETS autorise d'inscrire le montant versé de la prime Ségur pour tous dans le CA 2024 sous la forme d'un produit à recevoir de 109 372€..

L'excédent de 2022 de 319 355 € est repris dans les ressources du budget d'exploitation 2024 à hauteur de 127 766 € et est affecté à des mesures d'exploitation à hauteur de 191 597€.

Le montant de la participation financière des personnes protégées à leur mesure de protection a atteint la somme de 494 575 € et est en baisse de 0.99%.

Sur le compte de résultat, les produits des tiers financeurs relèvent des concours publics (comptes 73), y compris les frais de gestion.

b. Activité délégués aux prestations familiales (DPF)

Par arrêté du 13 août 2024, l'État via la DRIEETS, Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités a fixé dans sa décision d'autorisation budgétaire la dotation globale de financement (DGF) du service à 804 463€.. Par mail du 04/03/2025, la DRIEETS autorise d'inscrire le montant versé de la prime Ségur pour tous dans le CA 2024 sous la forme d'un produit à recevoir de 18 828€..

L'excédent de 2022 de 186 842 € est repris dans les ressources du budget d'exploitation 2024 à hauteur de 171 742€ et est affecté à des mesures d'exploitation à hauteur de 15 099 €.

c. Activité mesures d'accompagnement social et personnalisé (MASP)

Les recettes liées aux mesures d'accompagnement social personnalisé (Masp) niveau 2 s'élèvent à 84 315€. Ces recettes sont issues d'un calcul en « Mois/Mesure » à la charge du conseil départemental des Hauts-de-Seine.

d. Activité Institution

Les recettes d'exploitation de l'Udaf des Hauts-de-Seine-Institution sont constituées par le fonds spécial distribué par l'Unaf, soit 231 021 € sur la part 1 (Représentations familiales, Secrétariat de la médaille de l'enfance, PIF) et 60 068€ sur la part 2. Les actions de la convention objectifs présentent pour l'année 2024 un report des fonds dédiés pour 21 785€.

Sur le compte de résultat, les compte des parts du fonds spécial ont été reclassés sur des comptes 743 « Fonds à engager » en lieu et place du compte 755 « Contributions financières autres organismes ».

Les contributions financières sont des subventions non financées par des fonds publics.

e. Point conseil budget

Une subvention de 16 854€ par an est attribuée au PCB labellisé sur la base d'une convention pluriannuelle de trois ans de 2023-2025.

f. Information et soutien aux tuteurs familiaux

Une subvention de 27 899€ par an est attribuée pour le dispositif de fonctionnement de l'Information et de soutien aux tuteurs familiaux et les permanences à la ville de Puteaux ont été facturées pour 1 750€.

g. Mandat de protection future

Aucun mandat de protection n'a été activé. En conséquence, aucune prestation n'a été facturée sur cet exercice.

h. Médiation familiale

L'activité de ce service est financée par des ressources provenant d'une part de la Médiation Familiale « prestation de service » (y compris la médiation des aidants aidés) et d'autre part de la prise en charge d'un 0,20 ETP de médiatrice par l'Udaf des Hauts-de-Seine dans le cadre de l'action conventionnelle Médiation Intrafamiliale.

La CAF des Hauts-de-Seine a attribué 3.85 ETP de médiateurs familiaux.

Les recettes de cette activité se ventilent comme suit :

En Vente de biens et services (266 655€)

- la prestation de service de 226 815€ servie par la CAF 92 (acompte et solde estimé);
- les participations familiales pour 36 690€
- la facturation audition des mineurs : 3 150€

En concours publics (82 263€)

- la subvention de la cour d'appel de Versailles de 11 000 € ;
- les participations des communes pour les permanences pour 41 763 € ;
- la subvention du Conseil départemental des Hauts-de-Seine et du CDAD 92 (enveloppe reconduite à 12150 €) ;
- la contribution UNAF/UDAF pour la médiation aidants aides pour 17 350 €
- en autres Produits et reprises sur provisions (9 573 €)

Les produits d'exploitation se ventilent comme suit :

Produits d'exploitation	TOTAL	INSTITUTION	Médiation Familiale	PJM	ISTF	DPF	MASP	PCB
Ventes de biens et services	398 985	48 015	266 655				84 315	
Produits des tiers financeurs	3 623 321	291 090	82 263	2 380 174	29 649	823 291		16 854
Autres	499 310	4 050	52	495 061		136	12	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et quote-part virée à l'investissement	48 484	38 963	9 521					
Utilisation des fonds dédiés	1 679	1 679		0		0		
Cotisations	1 674	1 674						
TOTAL	4 573 453	385 471	358 491	2 875 235	29 649	823 426	84 327	16 854

5.2 Détail des financements publics

Financements publics	Etat	Collectivités territoriales	CAF92	Autres (préciser)	Total
<i>Concours publics</i>					
DRIEETS	3 249 968				3 249 968
CAF 92			291 090		291 090
CDAD 92	3150	0			3 150
Usagers					0
SOUS TOAL	3 253 118	0	291 090	0	3 544 208
<i>Subventions d'exploitation</i>					
Mairies		41 763			41 763
Aides Energie					0
DDCS					0
Cour d'Appel 78	11000				11 000
CD 92		9000			9 000
UNAF CNSA				17 350	17 350
TOTAL	3 264 118	50 763	291 090	17 350	3 623 321

5.3 Charges et produits exceptionnels

Dorénavant, seuls les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel seront comptabilisés en résultat exceptionnel.

Dans le modèle du Compte de résultat (PCG art. 822-1 et 822-2), le résultat exceptionnel se présente comme suit :

	Année 2024	Année 2023
Produits exceptionnels (VII)		96 976
Charges exceptionnelles (VIII)		35 629
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)		61 347

Le résultat exceptionnel ne doit enregistrer que les opérations suivantes :

- Les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.
- Les écritures comptables d'origine purement fiscale (par ex : amortissement dérogatoire).
- Les changements de méthode comptable que l'entité est amenée à comptabiliser en résultat, plutôt qu'en capitaux propres, en raison de l'application de règles fiscales.
- Les corrections d'erreurs non imputées directement dans les capitaux propres.

La comptabilisation des sorties d'immobilisations ne sera plus inscrite en résultat exceptionnel :

Les comptes 675 et 775 sont remplacés : Par les comptes 657 et 757 en ce qui concerne les immobilisations incorporelles et corporelles.

Par les comptes 667 et 767 pour les immobilisations financières. Les cessions d'immobilisations ne figurent plus en résultat exceptionnel mais, selon leur nature :

En résultat d'exploitation pour les cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles

En résultat financier pour les cessions d'immobilisations financières.

Les subventions d'équilibre et d'investissement :

Elles voient leur compte modifié :

Dans le cas d'une subvention d'investissement, la quote-part reprise chaque année au compte de résultat ne sera plus comptabilisée en compte 777 mais portée au compte 747.

Dans le cas d'une subvention d'équilibre, il conviendra désormais d'utiliser le compte 742.

Le reclassement de la charge exceptionnelle concerne principalement l'inscription directement dans le compte 645 URSSAF correspondant à un complément de cotisations pour 13 761.6

Le reclassement du produit exceptionnel concerne principalement l'inscription directement dans le compte 645 URSSAF correspondant à une annulation de complément de cotisations pour 14 421€.

5.4 Transfert de charges

Suppression des transferts de charges : cette technique comptable n'était plus utilisée.

Les transferts de charges viennent atténuation du compte de charges correspondants.

	Montant
Transfert de charges de personnel (transféré au compte 6491000)	
Transfert de charges - refacturations diverses (transféré au compte 7088300)	35 167
TOTAL	35 167

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires en nature

Le bénévolat est l'un des fondamentaux de la vie associative. Il est insuffisamment valorisé dans les comptes de l'UDAF 92, notamment parce que tous les bénévoles ne rendent pas leur compte rendu de mandat et leur décompte d'heures. Cette valorisation comptable du bénévolat tient compte des contributions des bénévoles ayant répondu à nos demandes au regard de leur temps de travail et des services mis à leur disposition pour permettre leur évaluation à la valeur de « marché ». Cette mesure met en lumière les actions des représentations familiales conduites par les bénévoles (Offices Habitat, centre communal d'action sociale, CAF 92...) et permet de faire apparaître une image plus fidèle et le rayonnement réel de l'association.

Pour rappel, le volume d'heures des actions de bénévolat des représentants familiaux de l'UDAF 92 est de 808 heures pour l'année 2023 pour une valorisation de 14 235 € (smic chargé). L'exercice 2023 étant clos sur EIG, cette donnée financière ne peut pas être reprise dans le compte de résultat.

Le volume d'heures des actions de bénévolat des représentants familiaux de l'UDAF 92 est de 693 heures pour l'année 2024 pour une valorisation de 8 525€ (smic chargé).

6.2 Engagements hors bilan

6.2.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	
part à moins d'un an	
part à plus d'un an et moins de 5 ans	

part à plus de cinq ans	
b) engagement de crédit-bail (redevances restant à payer)	
- crédit-bail mobilier	34 017
- crédit-bail immobilier	
c) cautions données	

6.2.2 Dettes garanties par des suretés réelles

Néant

6.3 Effectif moyen (heures travaillées)

	Personnel salarié
Cadres	10,16
Non cadres	56,73
TOTAL	66,89

6.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice sont de 24 120€ (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont :

- 24 120€ au titre de la mission légale de contrôle des comptes, y compris régularisation sur ajustements honoraires 2023 (5 040€)

6.5 Information sur les rémunérations des dirigeants

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération ni ne bénéficient d'avantages en nature.

6.6 Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre :

Suite au changement de logiciel, la présentation de certains comptes du bilan et du compte de résultat 2023 est différente et portent sur:

- Les dettes fournisseurs, dettes sociales, fiscales et autres dettes
- Les salaires et traitements et charges sociales
- Les contributions financières 2023 ne sont pas reprises



Audit - Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DES HAUTS DE SEINE « UDAF 92)

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Déclaration le 23 février 1967 à la préfecture des Hauts-de-Seine
(n°64000610)

Siège social : 10 bis Avenue du Général Leclerc
92210 SAINT-CLOUD

SIREN : 785 443 482

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



UDAF DES HAUTS-DE-SEINE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Déclaration le 23 février 1967 à la préfecture des Hauts-de-Seine
(n°64000610)

Siège social : 10 bis Avenue du Général Leclerc
92210 SAINT-CLOUD

SIREN : 785 443 482

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

I. Anciennes conventions se poursuivant sur l'exercice

Nous vous informons de l'exécution des conventions approuvées au cours des exercices antérieurs et reconduits avec la SCI « Président Pierre KOPP » : la gérance de la SCI est assumée par un administrateur de l'UDAF 92.

1. Convention de refacturation des locaux par la SCI « Président Pierre KOPP »

Objet et Personnes concernées

La société civile immobilière (SCI) « Président Pierre KOPP » héberge l'UDAF 92 dans les locaux lui appartenant moyennant un prix fixé, à dire d'expert, par le service des domaines de l'Etat.

Effet de la convention

L'exécution de la convention se traduit par un montant annuel de loyers s'élevant à 233 775 euros en charges dans la comptabilité de l'UDAF 92 et réglé à la SCI « Président Pierre KOPP ».

2. Convention de refacturation des moyens mis à disposition par l'UDAF 92 à la SCI « Président Pierre KOPP »

Objet et Personnes concernées

La société civile immobilière (SCI) « Président Pierre KOPP » fait appel à l'UDAF 92 pour :

- La comptabilité et la gestion administrative ;
- L'appui aux décisions d'investissements ;
- L'élaboration du rapport de gérance.

Effet de la convention

En 2024, l'UDAF 92 a mis à disposition de la SCI « Président Pierre KOPP » sa Directrice, sa responsable administrative et son assistante comptable pour les prestations ci-dessus énumérées. Elle a refacturé ses coûts salariaux équivalents à un nombre de points par mois pour chaque salarié. La somme des prestations refacturées s'élève à 18 276 euros.

Conventions relevant des articles L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles

Objet

Rémunérations et avantages de toute nature versés aux Administrateurs, Dirigeants, et Directeurs d'établissement, tant par la gestion contrôlée que par la gestion propre, soit directement ou indirectement par personne interposée.

Personne concernée et effets

La Directrice de l'Association, est rémunérée en qualité de salariée suivant l'application de la convention collective nationale du travail du 15 mars 1966 correspondant à la catégorie cadre hors classe, coefficient 1280.

Fait à Paris le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Halima BENSALAH